

La rédaction de votre journal préféré, Malikilé, vous informe qu'à cause des coupures d'électricité le numéro 1294 du lundi 27 février 2023 n'a pas pu paraître à date. Nous vous le livrons avec l'édition du jour. Malikilé vous remercie pour votre aimable fidélité

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 28 FEVRIER 2023

1295

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Arcanes politiques

## Montée en puissance du PACP à Bougouni



Avant-projet de Constitution : Enfin, le compromis trouvé !



Procès de Mohamed Ould Abdel Aziz : Le réquisitoire de sa fille contre l'État mauritanien



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**27** Fev.  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**180**

Nouveaux cas confirmés

**04**

Nouveaux guéris

**16**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**662 785** Vaccinations incomplètes

**2 966 621** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33 002**

**Guéris**

**32 090**

**Décès**

**743**

dont 85 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.15



P.19



## / Une /



Arcanes politiques : Montée en puissance du PACP à Bougouni 5

P.5

## / Brèves /



GARDE NATIONALE : Le nouveau CEM échange avec l'Association des Gardes Retraités du Mali<sup>10</sup>

P.10

Numérique : Impact Day pour favoriser le climat entrepreneurial au Mali<sup>10</sup>

P.10

12 civils tués dans une attaque terroriste à Kani-Bonzon : Bandiagara manifeste sa colère<sup>11</sup>

P.11

SOFARA : La psychose avant la prochaine campagne agricole<sup>11</sup>

P.11

## / Actualité /



Mopti : Les efforts se poursuivent pour une meilleure appropriation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation<sup>13</sup>

P.13

Grève des Syndicats des Affaires Étrangères et autres : Un épais brouillard sur la diplomatie malienne !<sup>14</sup>

P.14

Massacre des civils à Kani Bonzon : YELEMA surpris par le silence des autorités<sup>15</sup>

P.15

## / Politique /



Dr Ibrahim Sangho, Chef de mission de la MODELE Mali : « Le vote par anticipation est un élément majeur de fraude électorale »<sup>17</sup>

P.17

Les humeurs de FACOH : Le désarroi de la classe politique<sup>18</sup>

P.18

Rencontre A. Tebboune - CMA : A quoi joue l'Algérie ?<sup>19</sup>

P.19

Avant-projet de Constitution : Enfin, le compromis trouvé !<sup>20</sup>

P.20

## / Culture & société /



Transport en commun à Bamako : Les prix restent en haut !<sup>21</sup>

P.21

## / International /



Russie : Discours de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale [Texte complet]<sup>22</sup>

P.22

Procès de Mohamed Ould Abdel Aziz : Le réquisitoire de sa fille contre l'État mauritanien<sup>36</sup>

P.36

Situation des Guinéens en Tunisie : Le Gouvernement guinéen prend une importante décision<sup>37</sup>

P.37

## / Sport /



Coupe CAF : Émile Koné permet à l'AS Real d'obtenir le point du nul<sup>38</sup>

P.38

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : [ampikile@gmail.com](mailto:ampikile@gmail.com)

Site Web : [www.malikile.com](http://www.malikile.com)

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



# Madouwa Prestige

## Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



**Pour Femme / For Women**

### Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

**Ingredients:** Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



## Arcanes politiques

# Montée en puissance du PACP à Bougouni

Le Parti pour l'action civique et patriotique (PACP) de Yeah Samaké monte en puissance dans la région de Bougouni. Ces derniers mois, il a enregistré plusieurs adhésions dont plus d'une dizaine de conseillers communaux. L'annonce a été faite lors de la rentrée politique tenue dans la salle Siraba Togola de Bougouni. C'était en fin de la semaine dernière.

**D**ans son discours, le président des jeunes de PACP de la section de Bougouni, Ousmane Arama a rappelé les multiples actions humanitaires du président d'honneur de PACP, Yeah Samaké, dans la région de Bougouni, et même partout au Mali. Ces œuvres sont, entre autres la construction d'écoles, le don des forages, don des vivres aux populations démunies, l'octroi des bourses

aux élèves et étudiants maliens. Convaincre les populations par les actions concrètes. Telle est la conviction de Yeah Samaké dans la politique.

Devant Yeah Samaké, le président du parti, Dr Oumar Keita, a réaffirmé la volonté de son bureau pour l'installation du parti dans la région de Bougouni. A l'en croire, 45 comités et 5 sous-sections ont été déjà mis en place. «

Notre objectif ultime est de faire du PACP la première force politique dans la région de Bougouni. Cet objectif sera sans doute atteint, car nous sommes conscients que diriger, c'est servir et non se servir », a déclaré le président de jeunes PACP de Bougouni avant de renouveler leurs engagements pour le renforcement du parti dans la localité. A ses camarades jeunes, le président des jeunes PACP de Bougouni a adressé un message : « **Camarades, ne restons pas les bras croisés, n'acceptons plus que les autres décident notre sort. Sachons que nous, les jeunes, sommes et demeurons le moteur, le maillon essentiel de cette montée en puissance du PACP, je le dis bien, si chacun de nous donne le meilleur de lui-même** ».

Avant de terminer, Ousmane Keita a exprimé toute sa reconnaissance au coordinateur du PACP à Bougouni Abdoulaye Sidi Sangaré « **pour son engagement, son courage, sa pédagogie de motivation et sa disponibilité vis-à-vis de tout le monde pour l'émergence du parti** ». A en croire Ousmane Arama, Sangaré a fait « **intégrer 14 conseil-**





leurs communales démissionnaires d'autres partis politiques ». Ces adhésions ont été faites dans l'espace de 4 mois.

### Hommage à Yeah Samaké

Pour sa part, le président de la section PACP de Bougouni a rendu un vibrant hommage au président d'honneur du PACP, Yeah Samaké. « **Nous sommes sortis massivement parce que nous savions que l'homme attendu**

**est un patriote qui incarne nos valeurs ancestrales que sont : la sincérité, l'humilité et la justice** », scandait-il avant d'ajouter : « **Nous sommes venus en grand nombre parce que nous savions que le président Samaké ne tiendrait pas de discours pompeux et creux que nous avons coutume d'entendre** ». Pour ce responsable du parti, Yeah Samaké est l'un des rares hommes politiques qui lie l'acte à la parole. « **Lors de nos randonnées à travers et au-**

**delà de notre région que l'on découvre ça et là des châteaux d'eau, des potagers verdoyants, des maternités, de splendides salles de classe. Toutes ces belles réalisations portent vos empreintes indélébiles** », a-t-il rendu hommage à Yeah Samaké. Il ajoute : « **Nos mères, nos sœurs et nos épouses sont libérées par vous du joug des sempiternelles corvées d'eau chantent en chœurs vos louanges. Dans vos maternités, les femmes délivrées des affres du travail prient Dieu en votre nom. Dans vos écoles, les apprenants prêtent le serment de suivre votre modèle** ».

Pour sa part, le président du Parti PACP a salué la montée en puissance du parti à Bougouni. Dr Oumar Keita a également réitéré l'engagement de son parti à apporter sa contribution à la refondation du Mali. Aux nouveaux adhérents, il a prodigué des conseils précieux et loué les qualités humaines et professionnelles du président d'honneur du parti.

Cette journée a été magnifiée par l'inauguration du siège du parti à Bougouni et la remise du château d'eau que le président d'honneur du PACP a offert aux femmes de la localité.

Anguimé Ansama



## ■ L'Union européenne au Mali



Lancement du projet YEELÉN

Faire de la lumière sur les initiatives culturelles engagées et de la jeunesse malienne

Ce nouveau projet porté par Street Movie et financé par l'Union européenne soutiendra plusieurs acteurs: les jeunes, les femmes, la société civile ...

200 jeunes seront formés

60 entrepreneurs seront accompagnés

12 troupes artistiques seront soutenues dont 50% de femmes

250 femmes seront accompagnées

28 ateliers collaboratifs seront réalisés

#Jeunesmalienne

#EntreprenariatFeminin

#culturedumali

#streetmovie



## ■ Fatima Walet Diallo



Avant, les ivoiriens, Guinéens et sénégalais partaient au Mali pour la facilité du pèlerinage à la Mecque, mais c'est devenu le contraire avec les colonels avec 2 millions de différence

On attend la 2e sortie de Jeamille Bitar, on sait jamais s'il va remuer sa langue, façon il veut sauver sa dignité

## ■ Youssou Ndour



SUITE AU DÉCÈS D'UNE DES GRANDES ICONES DE LA MUSIQUE SENÉGALE, MONSIEUR IS-MAELA TOURE, DU GROUPE « TOURE KUNDA, LE CO-MITE D'ORGANISATION DU GALA « SARGAL LIONS YI », EN HOMMAGE AUX LIONS DU FOOTBALL, A DÉCIDÉ, EN ACCORD AVEC YOUSSEU NDOUR & LE SUPER ÉTOILE DE DAKAR, ET LA FÉDÉRATION SENÉGALE DE FOOTBALL, DU REPORT DU DÎNER DE GALA INITIALEMENT PRÉVU CE SAMEDI 04 MARS AU SAMEDI 06 MAI 2023 AU KING FAHD PALACE.

NOUS REMERCIONS TOUS LES PARTENAIRES POUR LEUR COMPREHENSION.

## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, prend part du 27 février au 03 mars 2023 à Genève, au segment de haut niveau de la 52ème session ordinaire du Conseil des droits de l'homme.

Il convient de rappeler que le Conseil des droits de l'homme est un Organe du système des Nations unies dont la mission est d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde. Les sessions du Conseil servent de cadre pour faire le suivi de la mise en œuvre des obligations des États membres en matière de droits de l'homme, avec la participation de l'ensemble des acteurs concernés.

A cet égard, la participation de la délégation malienne au segment de haut niveau ainsi qu'à celui consacré au dialogue interactif avec l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme permettra, tout en renouvelant l'engagement du Gouvernement malien à promouvoir et protéger les droits de l'homme sur toute l'étendue du territoire national, de mettre en exergue les efforts importants déployés ou en cours par le Mali pour la sécurisation et la protection des populations et de leurs biens, dans le strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Aussi, compte tenu de la tentative d'instrumentalisation et de politisation des droits de l'homme dans notre pays par certains acteurs nationaux et internationaux, ce cadre d'échanges de haut niveau favorisera-t-il de porter le message du Gouvernement en vue de déconstruire les allégations non fondées sur la question des droits de l'homme au Mali.

Lors de son séjour, plusieurs activités importantes sont inscrites dans l'agenda du Ministre DIOP, notamment, sa rencontre avec le Haut-commissaire aux droits de l'homme, ses échanges avec le groupe des Ambassadeurs africains à Genève et son intervention au segment de haut niveau du Conseil des droits de l'homme. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI





## ■ SEGOU MEDIA



Le Problème du Mali est que ceux qui ont fait les grandes études n'ont pas différents des autres qui n'ont pas été à l'école

Encore un bureau Parallèle à la fédération Malienne de Cyclisme Le Malikoura

## ■ Kassim Traoré



#FESPACO2023: Le cinéaste Cheick Oumar Sissoko sera honoré ce mardi matin. Son buste sera dévoilé à la place des cinéastes.

## ■ PSG au féminin



INCROYABLE ! Après Wendie Renard, Marie-An-toinette Katoto et Kadidiatou Diani annoncent aussi qu'elles ne joueront plus pour l'équipe de France tant que Corinne Diacre sera là !



## ■ YBC-Communication



Des communiqués .....

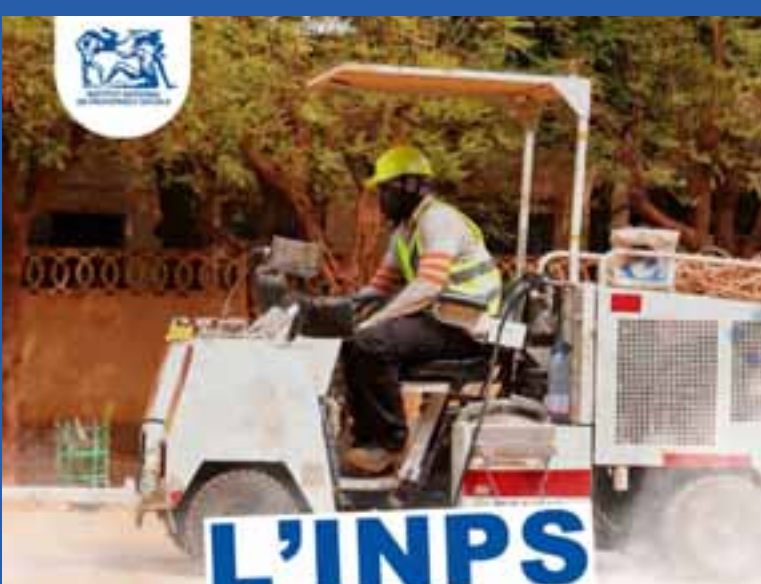


## ■ Issa Kaba



La laïcité ne s'oppose pas à la religion, elle permet le vivre ensemble ( nouveau projet de constitution)



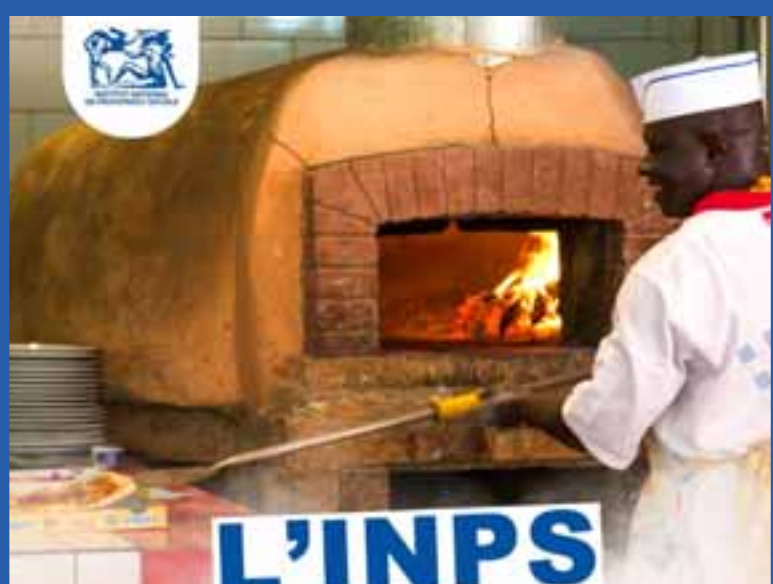


# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

L'Institut National de Prévoyance Sociale assure la Sécurité Sociale des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants ainsi que les membres non salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles.

20 70 51 70 inps@inps.ml INPS\_Mail   
 36123 www.inps.ml INPS\_Mail



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Travailleurs indépendants, membres non-salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles affiliiez-vous au régime Assurance Volontaire de l'INPS et bénéficiez des prestations de l'AMO.

20 70 51 72 inps@inps.ml INPS\_Mail   
 36123 www.inps.ml INPS\_Mail



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs | faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 inps@inps.ml INPS\_Mail   
 36123 www.inps.ml INPS\_Mail



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs | la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 inps@inps.ml INPS\_Mail   
 36123 www.inps.ml INPS\_Mail

## Numérique : Impact Day pour favoriser le climat entrepreneurial au Mali



L'hôtel Azalai Salam a servi de cadre, le vendredi 24 février 2023, au lancement de la 2ème édition « D'impact Day » par le président du Conseil national du patronat du Mali (CNPM) Mossadeck Bally. C'était en présence de la directrice d'impact hub Bamako, ainsi que plusieurs invités de marque.

Il s'agit, selon Ramata N'Diaye, Directrice d'impact Hub Bamako, d'un événement qui réunira des décideurs publics, des entrepreneurs de secteurs différents, des porteurs de projets, des étudiants des institutions gouvernementales d'ici et d'ailleurs. « Cette deuxième édition qui durera deux jours aura pour objectif majeur de créer un cadre de rencontre et d'échanges dans le but de consolider les acquis de la première, de favoriser le climat entrepreneurial au Mali et promouvoir le partenariat gagnant-gagnant ; de mener des plaidoyers pour l'amélioration des conditions et les opportunités économiques chez les jeunes au Mali et influencer positivement l'opinion publique ; de renforcer l'esprit entrepreneurial des jeunes et motiver la communauté locale ; de créer et renforcer l'écosystème entrepreneurial et le développement des startups ; de soutenir et encourager les partenariats d'entreprises », a-t-elle développé. Elle a révélé qu'en 2022, impact hub Bamako a formé plus de 9642 jeunes et levé 118 millions de FCFA pour soutenir les jeunes entrepreneurs. Pour sa part, le président du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), Mossadeck Bally, a rappelé les efforts réalisés par l'impact hub dans le développement des infrastructures numériques et des contenus au Mali. Pour lui, cet événement fera du Mali une destination d'investissements. Le défi numéro un pour notre pays est de créer plusieurs emplois et toute initiative qui va dans ce sens est à saluer. Le président Bally a invité les jeunes à s'engager dans la création des entreprises même s'il leur a conseillé que le parcours est souvent semé d'embûches. Durant deux jours, des panels de haut niveau, des masters class, des déjeuneurs d'affaires seront organisés afin d'inciter les jeunes à se lancer dans le grand bain de l'entrepreneuriat et de se forger un chemin pour offrir la chance à d'autres jeunes de marcher sur leurs traces.

Moussa Samba Diallo  
Source : Lerepublicainmali

## GARDE NATIONALE : Le nouveau CEM échange avec l'Association des Gardes Retraités du Mali



Le Chef d'État-major de la Garde Nationale, Colonel Famouké CAMARA, nouvellement installé dans ses fonctions le lundi 27 février 2023, a rencontré dans l'enceinte de sa structure, l'Association des Gardes Retraités du Mali, conduite par son président, le Colonel à la retraite Bréhima KONATE. Occasion pour les anciens combattants de prodiguer des conseils et des orientations au nouveau chef d'État-major de la Garde Nationale.

Le Colonel à la retraite Bréhima KONATE a déclaré que les anciens gardes étaient venus transmettre au premier responsable de la Garde Nationale, leurs préoccupations concernant les Forces Armées Maliennes et plus particulièrement la Garde Nationale dans sa noble tâche. Ces préoccupations sont, entre autres, l'équité, la justice et le partage. Conscient du travail remarquable abattu par la Garde Nationale dans la sécurisation des personnes et leurs biens, le Colonel à la retraite KONATE et son staff ont beaucoup prôné l'entente entre les gardes afin de faire rayonner l'image de ce corps. " Aujourd'hui, la Garde Nationale est un élément important des FAMA et si toutes ses actions marchent, cela va amener la sécurité sur l'ensemble du territoire national", a laissé entendre le président de l'Association des Gardes Retraités du Mali. Poursuivant ses propos, il s'est engagé à accompagner et soutenir le nouveau CEM-Garde dans son travail. Des bénédictions formulées par les Anciens gardes pour la réussite de la transition et la stabilité de notre pays ont mis fin à la rencontre.

FAMA

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com



## 12 civils tués dans une attaque terroriste à Kani-Bonzon : Bandiagara manifeste sa colère



Le jeudi 23 février 2023, une dizaine de personnes ont été tuées dans une attaque contre le village Kani-Bonzon, dans le cercle de Bankass, région de Bandiagara. De quoi occasionner la colère de la population de Bandiagara qui a manifesté, le vendredi 24 février 2023, pour réclamer la sécurisation des personnes et de leurs biens.

Le pays dogon est en colère. La population de Bandiagara est sortie ce vendredi 24 février pour exprimer son mécontentement après la mort d'au moins 12 civils dans l'incursion terroriste contre le village Kani-Bonzon, dans le cercle de Bankass. Les manifestants se désolent de la recrudescence de l'insécurité dans le centre du pays. « On veut la paix », scandaient les manifestants.

Dans un communiqué, le Collectif des Associations de Jeunes du Pays Dogon (CAJPD) dit constater que les représentants administratifs comme militaires envoyés par l'Etat dans le pays dogon sont de plus en plus inefficaces. « Il est certain que leur incapacité à anticiper le moindre drame ne fait que prolonger la souffrance des populations. Il va de soi que ce manque de pragmatisme aille sérieusement affecter le résultat global de l'armée si des décisions réalistes ne sont pas prises pour changer les pratiques sécuritaires actuelles dans la localité », précise le collectif. Le CAJPD exige que le chef de l'Etat en personne, seul responsable face au peuple malien, reprenne la main sur cette affaire de terrorisme dans le Pays Dogon. Dans ces recommandations, le Collectif des Associations de Jeunes du Pays Dogon demande entre autres : une consultation approfondie de la société civile du pays dogon est obligatoire pour dégager les pistes de collaboration entre les autorités et les populations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la mise en place d'un mécanisme officiel de collaboration entre les FAMA et le mouvement d'autodéfense Dan Na Ambassagou, la reconstitution des anciens postes de sécurité est une nécessité dans le cadre de la reconquête du territoire et notamment dans le Pays Dogon.

Au moins 12 personnes ont été tuées et 3 autres blessées dans une attaque terroriste contre le village Kani-Bonzon, dans le cercle de Bankass, dans la région Bandiagara. Les terroristes ont brûlé des cases et des greniers et voler du bétail, selon les sources locales. Plusieurs responsables du village sont morts dans l'attaque dont le secrétaire général par intérim de la Mairie, l'imam du village, le premier vice-président du conseil local de la jeunesse.

Madiassa Kaba Diakité / Source : Lerepublicainmali

## SOFARA : La psychose avant la prochaine campagne agricole



Situé sur les bords du Bani, non loin de Djenné, le village de Sofara est confronté à une insécurité orchestrée par les groupes djihadistes. Avec cette insécurité, les cultivateurs vivent déjà une psychose liée au déroulement de la prochaine campagne agricole.

La campagne agricole de l'année dernière à Sofara a été très mauvaise du fait de la montée des eaux qui a causé des inondations. Mais l'autre facteur, c'est la volatilité de la situation sécuritaire dans la zone.

Selon la population, lors de la campagne agricole de l'année dernière, les groupes djihadistes composé essentiellement de Peuls surtout natifs de la zone ont exigé aux paysans sur chaque hectare récolté 10 sacs comme aumône. Et tout cultivateur qui refuse de se soumettre à ce diktat verra son champ brûlé, y compris les semences. Ainsi, plus de 200 hectares des terres arables ont été brûlés lors de la campagne dernière.

Alors que la nouvelle campagne agricole s'annonce à grands pas, on assiste à une sorte de psychose au sein de cette population. "Pour cultiver cette année, il faut aller signer un pacte avec les groupes djihadistes sinon ton champ sera brûlé", assure un confrère sur place à Sofara.

Le sous-préfet de Sofara promet que tout sera mis en œuvre pour que cette année, la campagne agricole dans la zone soit bonne.

Ousmane Mahamane  
(De retour de Sofara)  
Source : Mali Tribune





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?

**Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.**

**Article 25 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

**Article 26 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

**Article 27 :** Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de

la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 28 :** Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

**Article 29 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

**Article 30 :** Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.



## Mopti : Les efforts se poursuivent pour une meilleure appropriation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation

**S**igné en 2015 par les parties maliennes au conflit, à l'issue du processus d'Alger, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (APR), continue de faire l'objet d'une large diffusion et d'une vulgarisation nécessaire à son appropriation par les tous les Maliennes et les Maliens. C'est dans ce cadre que la MINUSMA a initié un projet de renforcement des capacités des organisations de la société civile en particulier les jeunes et les femmes pour la vulgarisation, l'appropriation et la mise en œuvre de cet Accord. Il s'agit précisément d'une série d'ateliers associant les formateurs de différentes associations de jeunes du Centre et du Nord du Mali. Outre l'APR, ces ateliers visent aussi à renforcer les capacités des participants dans le domaine de la citoyenneté. Ils représentent également une occasion pour promouvoir une plus grande participation des femmes et des jeunes aux élections et aux actions de développement local.

Après Gao, Tombouctou, Taoudéni, Kidal, Ménaka, Tessalit, Douentza, Aguelhok et Bamako, c'était au tour de Mopti de recevoir cet atelier. Ainsi le 21 février dernier, le Conseil national

de la Jeunesse et l'association Des Voix Pour le Mali en ont lancé les travaux auxquels ont participé 16 jeunes dont 8 femmes. Tout au long de l'atelier, les participants ont bénéficié des éclairages d'experts qui les ont ensuite invités à développer leurs propres idées sur les opportunités et perspectives ; ainsi qu'à proposer des solutions aux défis dans la mise en œuvre de l'Accord. À travers des discussions plénières, les jeunes de Mopti ont débattu et développé leurs propres recommandations pour une mise en œuvre réussie de l'APR et une paix durable au Mali. Armés de ces connaissances, leur tâche la plus importante dans le cadre de ce projet ne fait que commencer : à l'issue, ils auront la responsabilité de disséminer le contenu de l'accord et ses connaissances accrues auprès d'autres camarades dans leurs communautés. Présents à la cérémonie d'ouverture, les représentants des autorités administratives et coutumières locales ainsi que de l'Equipe Régionale d'Appui à la Réconciliation et des représentants de la société civile ont remercié la MINUSMA pour cette initiative, qu'ils considèrent comme une opportunité de renforcer

l'engagement des jeunes dans le processus de paix. Pour Cristina-Elena PETCU de la MINUSMA, au-delà de montrer leur engagement pour la paix, la participation des jeunes à ce projet souligne également « leur appui aux efforts fait pour le gouvernement de transition ».

La MINUSMA continuera à soutenir les femmes et les jeunes de la région par le biais de ce projet. Les prochaines sessions de cet atelier sont prévues à Ségou, Bandiagara et Douentza tout au long du mois de février 2023.

### Pourquoi diffuser et vulgariser l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ?

Ce projet de la MINUSMA répond au Mandat donné par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui stipule dans la « que la principale priorité stratégique de la MINUSMA demeure d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord par les parties maliennes ainsi que par d'autres parties prenantes maliennes, ainsi que la transition politique, et décide également que la seconde priorité stratégique de la MINUSMA est de faciliter l'application par les acteurs maliens d'une stratégie globale axée sur les aspects politiques et visant à protéger les civils, à réduire les violences intercommunautaires, à restaurer l'autorité et la présence de l'État et à rétablir les services sociaux de base dans le centre du Mali, en s'acquittant des tâches qui lui ont été confiées. »

Minusma



# Grève des Syndicats des Affaires Étrangères et autres : Un épais brouillard sur la diplomatie malienne !

**Le syndicat des Travailleurs du ministère des Affaires Etrangères et celui des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ont observé un arrêt de travail à compter du 22 au 24 Février dernier soit 72h. Ce, après l'échec de la négociation avec le ministère du Travail et de la Fonction Publique et du Dialogue Social le 15 février 2023. A cet effet, cette grève sera reconduite à partir de demain mardi 28 Février au 3 mars 2023 ; et du lundi 6 au vendredi 10 mars 2023 en cas de non accord. Ainsi, force est de constater que cette grève tombe au moment où la diplomatie malienne est sur tous les fronts, en véritable opération de charme. Elle sera donc, sans aucun doute, un épais brouillard pour la visibilité de celle-ci.**

**L**a cessation de travail des Travailleurs du Ministère des Affaires Etrangères et du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine n'a pu être évitée alors que l'espoir était suscité à l'issue des concertations entre les deux Syndicats et le Ministère du Travail et de la Fonction Publique et du Dialogue Social. Finalement, il n'y a pas eu terrain d'entente entre les parties. En effet, 15 points faisaient sujet de discussion entre les Syndicats et le Ministère de Tra-

vail. Après les pourparlers, dans un procès-verbal de non-conciliation, ils (Syndicats) ont dévoilé de ne pas obtenir satisfaction sur les deux premiers points et d'autres d'où le maintien de leur mot d'ordre de grève qui a pris effet depuis le 22 février dernier. Elle a été suivie à 100%, au pied de la lettre, cependant, le service minimum était assuré comme annoncé dans une note relative au service minimum émise par les Syndicats.

Après le succès de la première phase et face

au relatif mutisme des autorités, ce qui reste évident relève de la reconduction de cette grève à partir de ce mardi 28 Février au 3 mars 2023 ; et du lundi 6 au vendredi 10 mars 2023.

« Les raisons profondes de la série de grève découlent entièrement du non respect des engagements antérieurs pris par le Gouvernement à l'endroit des organisations syndicales que nous représentons...A l'issue des négociations que nous avons ouvertes avec le Gouvernement le mercredi 15 février dernier, nous n'avons pas parvenu à une conclusion qui favorise le climat social apaisé, raison pour laquelle nous avons entamé cette grève... » s'est prononcé le Ségala adjoint du SYLTAE sur une radio de la place.

En clair, les autorités de la Transition devraient tout faire pour empêcher de tel débrayage au sein d'un département de souveraineté comme le ministère des Affaires étrangères. Au lieu de cela, on assiste à des annulations de passeports diplomatiques et rappel des conseillers diplomatiques des différentes chancelleries du Mali. Comment peut-on manquer de dialogue diplomatique au sein du département en charge de la diplomatie du pays?

Par Mariam Sissoko

Source : Le Sursaut





# Massacre des civils à Kani Bonzon : YELEMA surpris par le silence des autorités

« Le parti YELEMA « Le Changement » invite nos autorités à éclairer l'opinion sur ce massacre et sur tous les massacres à travers une communication transparente sur le bilan exact et les circonstances de ces tragédies. » C'est le contenu du communiqué que le parti du président Youssouf Diawara a publié le dimanche 26 février 2023 relativement au massacre des populations civiles survenu dans le village de de Kani Bonzon, cercle de Bankass, région de Bandiagara.



**D**ans son communiqué, le parti YELEMA « Le Changement » dit avoir appris avec consternation le massacre effroyable ayant fait plus d'une dizaine de morts et des blessés le jeudi 23 février dernier.

« Le parti YELEMA « Le Changement » s'incline pieusement devant la mémoire des victimes innocentes, présente ses condoléances attristées à leurs familles et à l'ensemble de la Nation et souhaite un prompt rétablissement à tous les blessés. Il exprime également sa compassion à ceux qui ont subi des dégâts matériels importants par suite de ces attaques terroristes. »

Le parti YELEMA « Le Changement » note que ce massacre doit nous rappeler que notre pays reste fragile sur le plan sécuritaire et que les défis multiformes auxquels nous faisons face exigent de nous un grand sens de responsa-

bilité et d'humilité.

Par ailleurs, le parti YELEMA « Le Changement » encourage les autorités à redoubler d'efforts pour la protection des citoyens sur l'ensemble du territoire national à travers une présence effective et permanente dans les zones à risque.

Enfin, « le parti YELEMA « Le Changement » exhorte nos autorités à prendre la juste mesure de cette situation et à y accorder une attention prioritaire pour l'établissement des faits et pour le retour de la quiétude pour nos concitoyens » peut-on lire dans le reste du communiqué signé du Président Dr Youssouf Diawara.

Au moins 12 personnes ont été tuées et 3 autres blessées dans une attaque armée perpétrée, jeudi 24 Février 2023, par des individus non identifiés contre le village de Kani-Bonzon une localité située à une dizaine de kilomètres

de Bankass dans la région Bandiagara au centre du Mali.

Le Gouverneur de la région de Bandiagara, Sidi Mohamed Elbechir a confirmé le bilan et déclaré s'être rendu sur les lieux pour soutenir les populations civiles victimes d'une attaque barbare.

« Le village de Kani-Bonzon a été victime hier soir d'une attaque terroriste faisant 12 morts. Nous avons rassemblé les corps, ce matin. Ils étaient éparpillés un peu partout. Trois blessés graves ont été évacués au centre de santé de référence de Bankass », a déclaré à Anadolu, Amadou Yaro Président du Conseil du cercle de Bankass.

« Ce qui s'est passé est horrible, lâche, barbare et inhumain. Le village a été entièrement incendié. Ils ont brûlé toutes les boutiques du village, des motos calcinées, des greniers incendiés », a souligné Amadou Yaro.

Pour sa part, Adaman Diongo, Président du Collectif des Associations du Pays Dogons affirme que « L'Etat central n'a pas la même lecture de la situation du terrain. À Bankass sur 12 communes neuf ont fait des accords d'allégeance avec les terroristes. Malheureusement cette situation fait que les autres communes qui ne sont pas dans les accords subissent des représailles ».

Le collectif des Associations des jeunes du Pays Dogon exige du Président de la Transition de reprendre en main cette affaire de terrorisme dans le Pays Dogon avant de recommander la mise en place d'un mécanisme officiel de collaboration entre les Forces Armées Maliennes (FAMA) et le mouvement d'autodéfense Dan Na Ambassagou.

■ Binadjan Doumbia



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



# Dr Ibrahim Sangho, Chef de mission de la MODELE Mali :

## « Le vote par anticipation est un élément majeur de fraude électorale »

Selon le Chef de la Mission d'Observation des Élections au Mali (MODELE), Dr Ibrahim Sangho, «le vote par anticipation est un élément majeur de fraude électorale». Il a fait cette importante déclaration suite à la séance d'écoute tenue au Conseil National de la Transition sur le dépôt n°2023-07/CNT, à savoir le projet de loi portant modification de la Loi n°2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale.

**C**e projet de loi permet-il de renforcer la sécurité des élections et d'assurer la crédibilité des scrutins dans notre pays ? « Pas tout à fait. Le vote par anticipation risque des membres des Forces Armées et de sécurité de provoquer une fraude massive et ternir l'image d'élections libres, transparentes, équitables et crédibles », répond cet expert des questions électorales. Pour Dr Sangho, « le vote par anticipation quel qu'il soit est un élément majeur de la fraude électorale. » « C'est un élément majeur de fraude électorale, parce qu'aucune garantie n'existe pour la transparence et la sincérité de ce vote particulier encore moins son observation. Le Mali ne dispose pas de fichier électorale pour les membres des Forces Armées et de Sécurité différent du fichier électorale des civils. C'est un seul fichier qui contient les militaires, les gendarmes, les policiers et les civils », a-t-il déclaré.

La MODELE-Mali fait un rappel très utile : « la loi électorale 2016-048 du 17 octobre 2016 avait introduit en son article 87 : « Le scrutin a lieu un dimanche. Toutefois, en cas de nécessité et hormis le cas de l'élection du Président de la République, le scrutin peut se tenir tout autre jour de la semaine. Dans tous les cas, le scrutin est ouvert le dimanche précédent pour les membres des Forces Armées et de Sécurité. Ce dispositif n'a pu être satisfait lors des élections communales de 2016 et a été simplement biffé dans la Loi 2016-048 du 17 octobre 2016 modifiée par la Loi 2018-014 du 23 avril 2018 portant loi électorale. » À en croire Dr Ibrahim Sangho, «c'est un risque

de mettre à la disposition de tous le nombre réel des membres des Forces Armées et de Sécurité ».

De façon générale, la MODELE Mali n'a constaté aucune modification au niveau de l'article 4 dit nouveau et l'article 4 de la Loi n°2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale.

« L'introduction de la carte d'identité biométrique serait une avancée si tous les Maliens en âge de voter parvenaient à entrer en possession de leurs cartes avant les élections. A l'heure actuelle, les équipes de travail sur le terrain sont en nombre insuffisant face à la demande à traiter. Ce qui nécessite en conséquence de multiplier les lieux de délivrance ainsi que les équipes de travail. Par ailleurs, un mécanisme de facilitation doit être accordé aux personnes vivant avec un handicap pour l'obtention de leurs cartes.»

Selon lui, la réduction du délai de mise en place des Coordinations de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections est une bonne chose car cela permet d'avoir des élections dans un délai court. « Toutefois, des dispositions doivent être prises par l'AIGE pour l'effectivité de la mise en place sur l'ensemble du territoire », a-t-il précisé.

### Deux préoccupations de Modele-Mali

La Modele-Mali, a reconnu son chef, a deux préoccupations majeures. « Notre première préoccupation est de définir les contours de la gestion des observateurs nationaux et in-



ternationaux par l'AIGE prévue à l'article 4 de la Loi et les attributions de l'observation électorale en permettant aux observateurs d'être présents à toutes les étapes du processus électorale ; y compris les différents niveaux de centralisation des résultats provisoires et définitifs.

Notre seconde préoccupation est de prendre en compte la publication en ligne des résultats des scrutins par centres et bureaux de vote, au fur et à mesure de la proclamation des résultats provisoires et non après les 5 jours contenus dans les articles 155, 169 et 177. Elle permet d'éviter les conflits et d'éventuels tripatouillages des résultats pendant la remontée et la centralisation des résultats ; contribuant ainsi à la transparence et à la crédibilité des élections. Elle permet également d'obtenir les résultats par bureaux de vote avant le début légal du contentieux ».

La Mission recommande à la commission de relire la Loi n°02-010/ du 05 mars 2002 portant Loi organique fixant le nombre, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, les conditions de remplacement des membres de l'Assemblée Nationale en cas de vacance de siège, leurs indemnités et déterminant les conditions de la délégation de vote ; d'insérer dans la Loi les débats entre les candidats avant le premier et le deuxième tour de l'élection présidentielle ; de prendre en compte le vote des personnes vivant avec d'autres handicaps que physique ; et d'insérer dans la loi électorale le vote des personnes détenues non déchues de leurs droits civiques.

Boubacar I Diarra  
Source : Le Challenger

## Les humeurs de FACOH : Le désarroi de la classe politique

L'ancien président français, feu François Mitterrand, avait mis en garde les socialistes de son camp contre l'imprudence politique qui conduit fatalement à la perte du pouvoir. Dans le même discours, il avait martelé à ses camarades du PS rénové après le congrès d'Épinay de 1971, qu'il était plus facile de conquérir le pouvoir politique que de le garder, en s'appuyant sur une saine gestion des affaires publiques et sur une meilleure distribution de la justice. Il savait de quoi il parlait pour avoir mis plus d'un quart de siècle à combattre les régimes politiques de droite avant de parvenir au sommet de l'État en 1981.

Le Mouvement démocratique du Mali, après avoir hérité du pouvoir politique dans le sang et les larmes, le gère avec une approche plus voisine de la course de fond aux richesses que du réalisme politique qui recommandait d'associer le peuple à la gestion du régime. D'au-

tant que ce même peuple avait servi de marchepied vers le sommet de l'État et avait payé le prix le plus cher à l'avènement de la démocratie. De manière inopportune d'ailleurs, le système mis en place par les bénéficiaires des luttes contre la dictature, ressembla à un jeu politique de façade où les fondamentaux de la démocratie furent oubliés au profit des écarts qui ne profitent qu'à une minorité.

Les détournements de deniers publics, la corruption et les surfacturations avec la complicité de la direction des marchés publics faisaient vivre non l'État, mais l'élite politique. Les milliardaires de la démocratie dont tout le monde savait d'où provenait leur fortune, au lieu de constituer une honte nationale, furent au contraire montrés comme des héros et des exemples de patriotes bon teint.

En fin de compte, les prétoriens que tout le monde considérait comme des apolitiques, comprirent qu'il y avait tromperie sur la mar-

chandise démocratique et décidèrent contre l'avis de la Cédéao et de la communauté internationale, pour lesquelles le putsch militaire était condamnable au plus haut point, d'intervenir dans le champ politique, quitte à se montrer impopulaires.

Les partis politiques en voie de décomposition totale ou partielle en sont maintenant à se demander comment sortir de cette impasse dans laquelle l'inculture politique les y a poussés. Ils ont du pain sur la planche pour balayer tous les griefs accumulés contre eux et démontrer au peuple rancunier qu'ils peuvent revenir avec du sang neuf. La popularité des soldats est maintenant telle que réclamer leur départ équivaut à une provocation.

L'échec des Cent jours de Napoléon Bonaparte, grand Empereur des Français dans la première moitié du XIXe siècle, avec des débris de sa grande armée, contre la restauration de Louis XVIII, donne à penser qu'en politique, le retour tout au moins en la forme, est toujours périlleuse.

Facoh Donki Diarra  
Écrivain

Source : Mali Tribune





## Rencontre A. Tebboune - CMA : A quoi joue l'Algérie ?

Le 26 février 2023, le président algérien a reçu d'anciens rebelles signataires de l'accord de paix d'Alger. Il a réaffirmé l'engagement de son pays pour sortir de « l'impasse » où se trouve le processus de paix malien. Abdelmadjid Tebboune reçoit ces groupes armés dans un contexte particulier où ceux-ci réclament une réunion des parties prenantes de l'accord de paix à Alger sur « un terrain neutre », proposition qui avait été rejetée par les autorités de Bamako. Alors que le lobbying est mené par l'Algérie, l'on se demande ce qui se cache derrière ces manœuvres ?

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a reçu le 26 février à Alger les chefs et les représentants des « **mouvements politiques de la République du Mali** ». Se félicitant du rôle que joue l'Algérie dans « **la résolution des problèmes au Mali** », un porte-parole des mouvements maliens a indiqué que la rencontre avait permis de souligner l'engagement ferme de l'Algérie en faveur d'une « **nouvelle dynamique de paix dans la région** ».

Dans un communiqué, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a dit avoir évoqué ses attentes et ses priorités, et élaboré « **des pistes de solutions pouvant aider à sortir de l'impasse et du statu quo actuel** ». Le président Tebboune a réaffirmé l'engagement fort de l'Algérie auprès des Maliens « **de tous bords** » afin d'aboutir « **à une entente sur la diligence d'un élan commun avec des garanties plus strictes** ».

Faut-il rappeler que l'Algérie partage avec le Mali quelques 1.400 km de frontières. Elle a

pris une part active à l'accord de paix signé en 2015 avec la rébellion indépendantiste pour mettre fin à la guerre au nord du Mali. Cet accord de paix, prévoit notamment des mesures de décentralisation et l'intégration d'ex-rebelles dans l'armée nationale et en cours de réalisation divise les parties maliennes. Cependant, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), a annoncé en décembre suspendre sa participation à l'application de l'accord, arguant de « **l'absence persistante de volonté politique** » des autorités de la transition.

Une médiation internationale, avec l'Algérie dans un rôle prééminent, s'emploie depuis des semaines à rapprocher les parties. C'est dans cette logique que le président algérien Abdelmadjid Tebboune aurait reçu dimanche dernier à Alger les chefs et les représentants des « **mouvements politiques de la République du Mali** », en visite dans le pays depuis plusieurs jours, selon l'agence officielle algérienne APS. Se félicitant du rôle que joue

l'Algérie dans « **la résolution des problèmes au Mali** », un porte-parole des mouvements maliens a indiqué que la rencontre avait permis de souligner l'engagement ferme de l'Algérie en faveur d'une « **nouvelle dynamique de paix dans la région** », selon des propos rapportés par l'agence officielle.

La CMA dans un communiqué a dit avoir évoqué ses attentes et ses priorités, et élaboré « **des pistes de solutions pouvant aider à sortir de l'impasse et du statu quo actuel** ». Le président Tebboune a réaffirmé l'engagement fort de l'Algérie auprès des Maliens « **de tous bords** » afin d'aboutir « **à une entente sur la diligence d'un élan commun avec des garanties plus strictes** », poursuit le communiqué.

La CMA qui dénonce depuis des mois la « **déliquescence** » de l'accord de paix d'Alger veut-elle se servir des béquilles de la Médiation internationale et ses garants internationaux pour imposer sa vision des choses à Bamako ?

Par ailleurs, mi-février, les autorités de la transition avaient confirmé leur volonté d'appliquer l'accord Pour la paix après avoir reçu des ambassadeurs de la médiation.

En déplacement à Bamako le 9 janvier dernier, le ministre des Affaires étrangères algérien, Ramtane Lamamra, était accompagné de l'ambassadeur d'Algérie au Mali, El-Haoues Riache, ainsi que de l'ambassadeur Boudjemaa Delmi, l'homme qu'Alger a chargé du dossier malien pour tenter de concilier les parties maliennes.

■ Binadjan Dombia



# Avant-projet de Constitution : Enfin, le compromis trouvé !

Incontestablement, la commission de finalisation de l'avant-projet de Constitution a pris en contre-pied les plus sceptiques qui pensaient qu'il était impossible de faire une analyse approfondie de la première mouture en 15 jours. Elle a officiellement remis, le lundi 27 février 2023, le projet de Constitution au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita. C'était dans la salle des banquets de Koulouba en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, du Président du Conseil national de Transition, le Colonel Malick Diaw et des membres du Gouvernement.



Le Coordinateur de la Commission de finalisation du projet de Constitution de la République du Mali, Fousseyne Samaké a, chaleureusement, remercié tous ses collaborateurs pour leur engagement et la qualité de leurs contributions. Il s'est appuyé sur la méthode de travail qui a prévalu tout au long de leurs activités, durant les 15 jours qui leur avaient été donnés pour cette noble et exaltante mission. Cet examen abouti à l'adoption d'un certain nombre d'amendements qui sont autant d'enrichissements apportés au texte initial au regard des réactions suscitées, des avis éclairés et des propositions pertinentes qui ont été enregistrées à la suite de la publication de l'avant-projet. Les amendements ont consisté selon le cas en des suppressions, des reformulations, des ajouts ou des fusions de certaines dispositions de l'avant-projet. Sur la forme avec les modifications apportées le nombre d'articles a légèrement diminué. Il est désormais 191 articles contre 195 dans l'avant-projet. Cependant, l'architecture d'ensemble du texte est restée inchangée. « **Au nombre des changements marquants dans le projet, on peut évoquer premièrement, la reformulation des articles qui traitent des langues et de**

**la laïcité qui comme vous le savez, ont suscité beaucoup de controverses. Deuxièmement, l'introduction de la possibilité de dissolution de l'Assemblée nationale toutefois ce levier de régulation institutionnel est fortement encadré dans sa mise en œuvre. Troisièmement le changement d'appellation de la seconde chambre du parlement qui se traduit par le changement du Haut conseil de la nation en Sénat. Quatrièmement, la clarification du sens donné à la notion de démission entraînant la déchéance d'un parlementaire de son mandat. Précision a été apportée sur le concept de démission. Cinquièmement le principe de la représentation des maliens établis à l'extérieur à l'Assemblée nationale. Sixièmement le relèvement des majorités requises dans la mise en œuvre de la procédure de destitution de certaines autorités** », a-t-il cité.

Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita a salué l'équipe de finalisation de l'avant-projet pour le travail remarquable abattu. Si l'avant-projet de Constitution a été accueillie avec beaucoup d'espoir par la majorité des maliens. « **Il a, dans le même**

temps, suscité des interrogations et même des appréhensions chez certains de nos concitoyens. Ceci est de l'ordre normal des choses car on ne peut jamais avoir l'unanimité quand il s'agit de décider et de faire des choix concernant des questions importantes engageant la vie de la nation. Cependant, soucieux de requérir le plus possible de consensus autour de ce document j'ai décidé de créer une commission chargée de finaliser l'avant-projet de constitution. L'objectif visé n'était autre que de tenir compte des préoccupations exprimées à différents niveaux en vue de maximiser les champs, de rédiger un texte qui tient compte des aspirations profondes de notre peuple comme celles qu'il l'a exprimées au cours des Assises Nationales de la refondation. Au cours de votre travail, vous n'avez manqué de vous faire l'écho des questionnements et des propositions d'amendement formulées par des maliens et des maliennes », a-t-il précisé.

Le Colonel Assimi Goita a fait savoir que cette cérémonie de remise était l'aboutissement d'un processus de renouveau démocratique. « **Le document final, que je viens de recevoir aujourd'hui, cristallisera, certainement l'espoir de la nation tout entière quant à l'instauration d'une véritable démocratie. En effet, la constitution n'est pas seulement une norme quand bien même qu'elle se trouve au sommet de la hiérarchie des normes. Elle est surtout et avant tout l'habillage juridique qui est donné à la vision politique du peuple à un moment déterminé de son histoire. Elle révèle comment le peuple conçoit l'organisation et le fonctionnement de l'Etat des droits et devoirs des citoyens ainsi que la justice. Nous devons travailler à assurer la cohésion sociale et à renforcer notre Etat dont la souveraineté ne doit désormais souffrir d'aucune limite que celle imposée par le peuple pour l'intérêt supérieur duquel il exerce la puissance publique. Le développement socioéconomique de notre pays sur la base des libres choix du peuple est à ce prix** », a-t-il renchéri.

■ Ibrahim Sanogo



# Transport en commun à Bamako : Les prix restent en haut !

**La Sotrama est le moyen de déplacement par excellence des Bamakois. Depuis les sanctions de la Cédéao et la crise en Ukraine, on assiste à une montée en flèche du prix du carburant et par ricochet du transport en commun, malgré une diminution ces derniers temps du prix des hydrocarbures à la pompe.**

**A**ors que les sanctions de la Cédéao ont été levées et les prix du carburant ont connu de légères baisses, les Maliens ne le sentent pas sur leur pouvoir d'achat. En effet, les prix de transport en commun restent hors de portée de nombreuses bourses (Sotrama, taxi, duruni). Ils n'ont toujours pas baissé et les usagers ne comprennent pas cet

état de fait.

Aujourd'hui, partir d'un quartier de Bamako pour le Rail-da, varie entre 225 à 400 F CFA. Safiatou Diarra, élève, reste perplexe face à cette situation. "Cette hausse de prix m'est très défavorable parce qu'à peine si je peux m'en sortir avec ce qu'on me donne à la maison. Car si j'enlève le transport, il ne me reste

plus que 100 F pour la restauration. C'est insuffisant car on ne peut pratiquement rien acheter, pire lorsque que je dois passer la journée à l'école, je suis obligée de rester le ventre vide", se plaint-elle.

Les transporteurs ne comprennent pas les choses en termes de baisse des prix à la pompe. Youssouf Diakité, un chauffeur de Sotrama, explique que le prix du carburant était de 5900 F CFA les 20 litres de gasoil. Selon lui, la même quantité leur revient à ces jours à 15 000 F CFA. La recette journalière fixée par le propriétaire du véhicule est aussi de 15 000 F CFA.

"Difficile de nous en sortir avec les nombreuses pannes imprévues", se défend-il.

Fatoumata Louis Samaké  
(Stagiaire)

Source : Mali Tribune



# Russie : Discours de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale (Texte complet)

Président de la Russie Vladimir Poutine : Bonjour,

**Membres de l'Assemblée de la Fédération – sénateurs, députés de la Douma d'État,  
Citoyens de Russie,**

Ce discours présidentiel intervient, comme nous le savons tous, à un moment difficile et décisif pour notre pays. C'est une période de changements radicaux et irréversibles dans le monde entier, d'événements historiques cruciaux qui détermineront l'avenir de notre pays et de notre peuple, une période où chacun d'entre nous porte une responsabilité colossale.

Il y a un an, pour protéger la population de nos terres historiques, pour assurer la sécurité de notre pays et pour éliminer la menace provenant du régime néo-nazi qui s'est installé en Ukraine après le coup d'État de 2014, il a été décidé de commencer l'opération militaire spéciale. Étape par étape, avec soin et cohérence, nous nous occuperons des tâches qui nous incombent.

Depuis 2014, le Donbass se bat pour le droit de vivre sur sa terre et de parler sa langue maternelle. Il s'est battu et n'a jamais abandonné au milieu du blocus, des bombardements constants et de la haine manifeste du régime de Kiev. Il a espéré et attendu que la Russie vienne l'aider.

Entre-temps, comme vous le savez bien, nous faisons tout ce qui était en notre pouvoir pour résoudre ce problème par des moyens pacifiques, et nous avons patiemment mené des pourparlers en vue d'une solution pacifique à ce conflit dévastateur.

Dans notre dos, un plan très différent était en train d'être élaboré. Comme nous pouvons le constater aujourd'hui, les promesses des dirigeants occidentaux, leurs assurances qu'ils s'efforçaient d'instaurer la paix dans le Donbass se sont révélées être une imposture et des mensonges purs et simples. Ils ne fai-

saient que marquer le pas, se livraient à des chicaneries politiques, fermaient les yeux sur les assassinats politiques et les représailles du régime de Kiev contre les personnes indésirables, sur les mauvais traitements infligés aux croyants. Ils incitent de plus en plus les néo-nazis ukrainiens à organiser des attaques terroristes dans le Donbass. Les officiers des bataillons nationalistes s'entraînaient dans des académies et des écoles occidentales. Des armes leur étaient également fournies.

Je tiens à souligner qu'avant l'opération militaire spéciale, Kiev a mené des négociations avec l'Occident sur la livraison à l'Ukraine de systèmes de défense aérienne, d'avions de guerre et d'autres équipements lourds. Nous nous souvenons également des vaines tentatives du régime de Kiev pour obtenir des armes nucléaires ; ils ont discuté de cette question publiquement.

Les États-Unis et l'OTAN ont rapidement déployé leurs bases militaires et leurs laboratoires biologiques secrets près des frontières russes. Ils ont maîtrisé le futur théâtre de la guerre lors de jeux de guerre, et ils ont préparé le régime de Kiev qu'ils contrôlaient et l'Ukraine qu'ils avaient asservie à une guerre de grande ampleur.

Ils l'admettent maintenant publiquement et ouvertement, et n'en éprouvent aucune honte. Ils semblent être fiers et même se réjouir de leur propre perfidie, tout en qualifiant les accords de Minsk et le format Normandie de spectacle diplomatique et de bluff. Il s'avère que pendant tout ce temps, alors que le Donbass était en feu, que le sang coulait, et que la Russie faisait sincèrement tout son possible pour parvenir à une solution pacifique (je tiens à souligner le mot "sincèrement"), ils ont joué avec la vie des gens, et en fait, ils ont joué avec des cartes marquées, comme on dit dans certains milieux.

Cette effroyable méthode de tromperie a déjà été testée à de nombreuses reprises. Ils se sont comportés de manière tout aussi éhontée et fourbe lors de la destruction de la Yougo-

slavie, de l'Irak, de la Libye et de la Syrie. Ils ne pourront jamais se laver de cette honte. Les concepts d'honneur, de confiance et de décence ne sont pas pour eux.

Au cours des longs siècles de colonialisme, de diktat et d'hégémonie, ils se sont habitués à tout se permettre, à cracher sur le monde entier. Il s'est avéré qu'ils traitent les habitants de leur propre pays avec le même dédain, comme un maître. Après tout, ils les ont aussi trompés cyniquement, les ont piégés avec des histoires à dormir debout sur la recherche de la paix, sur l'adhésion aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Donbass. En effet, les élites occidentales sont devenues le symbole du mensonge total et sans scrupules.

Nous défendons fermement nos intérêts ainsi que notre conviction que, dans le monde d'aujourd'hui, il ne devrait pas y avoir de division entre les pays dits civilisés et tous les autres et qu'il est nécessaire d'établir un partenariat honnête qui rejette toute exclusivité, en particulier une exclusivité agressive.

Nous étions ouverts et sincèrement prêts à un dialogue constructif avec l'Occident ; nous avons dit et insisté sur le fait que l'Europe et le monde entier avaient besoin d'un système de sécurité indivisible et égal pour tous les pays, et pendant de nombreuses années nous avons suggéré à nos partenaires de discuter ensemble de cette idée et de travailler à sa mise en œuvre. Mais en réponse, nous avons reçu une réaction indistincte ou hypocrite, en ce qui concerne les mots. Mais il y a eu aussi des actes : l'expansion de l'OTAN jusqu'à nos frontières, la création de nouvelles zones de déploiement pour la défense antimissile en Europe et en Asie – ils ont décidé de se protéger de nous sous un "parapluie" – le déploiement de contingents militaires, et pas seulement près des frontières de la Russie.

Je voudrais souligner – en fait, c'est bien connu – qu'aucun autre pays ne possède autant de bases militaires à l'étranger que les États-Unis. Il y en a des centaines – je tiens à le souligner – des centaines de bases dans le monde entier ; la planète en est couverte, et il suffit de regarder la carte pour s'en rendre compte.

Le monde entier a été témoin de la façon dont ils se sont retirés des accords fondamentaux sur les armes, y compris le traité sur les missiles à portée intermédiaire et à plus courte





portée, déchirant unilatéralement les accords fondamentaux qui maintiennent la paix mondiale. Pour une raison quelconque, ils l'ont fait. Ils ne font rien sans raison, comme nous le savons.

Enfin, en décembre 2021, nous avons officiellement soumis aux États-Unis et à l'OTAN des projets d'accords sur les garanties de sécurité. En substance, tous les points clés, fondamentaux, ont été rejetés. Après cela, il est finalement devenu clair que le feu vert pour la mise en œuvre de plans agressifs avait été donné et qu'ils n'allaient pas s'arrêter.

La menace grandissait de jour en jour. À en juger par les informations que nous avons reçues, il ne faisait aucun doute que tout serait en place d'ici février 2022 pour lancer une nouvelle opération punitive sanglante dans le Donbass. Permettez-moi de vous rappeler qu'en 2014, le régime de Kiev a envoyé son artillerie, ses chars et ses avions de guerre pour combattre dans le Donbass.

Nous nous souvenons tous des images aériennes des frappes aériennes visant Donetsk. D'autres villes ont également souffert des frappes aériennes. En 2015, ils ont tenté de

monter à nouveau un assaut frontal contre le Donbass, tout en maintenant le blocus et en continuant à bombarder et à terroriser les civils. Je vous rappelle que tout cela était en totale contradiction avec les documents et résolutions adoptés par le Conseil de sécurité de l'ONU, mais tout le monde a fait comme si de rien n'était.

Permettez-moi de répéter que ce sont eux qui ont commencé cette guerre, tandis que nous avons utilisé la force et l'utilisons pour arrêter la guerre.

Ceux qui ont préparé une nouvelle attaque contre Donetsk, dans la région du Donbass, et contre Lougansk ont compris que la Crimée et Sébastopol seraient la prochaine cible. Nous l'avons également compris. Aujourd'hui encore, Kiev discute ouvertement de plans de grande envergure de ce type. Ils se sont exposés en rendant public ce que nous savions déjà.

Nous défendons des vies humaines et notre foyer commun, alors que l'Occident cherche à obtenir un pouvoir illimité. Il a déjà dépensé plus de 150 milliards de dollars pour aider et armer le régime de Kiev. Pour vous donner une

idée, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, les pays du G7 ont affecté environ 60 milliards de dollars en 2020-2021 pour aider les pays les plus pauvres du monde. Est-ce clair ? Ils ont dépensé 150 milliards de dollars pour la guerre, tout en donnant 60 milliards de dollars aux pays les plus pauvres, bien qu'ils prétendent se soucier d'eux en permanence, et conditionnent également ce soutien à l'obéissance de la part des pays bénéficiaires. Et tous ces discours sur la lutte contre la pauvreté, le développement durable et la protection de l'environnement ? Où tout cela est-il passé ? S'est-il volatilisé ? Pendant ce temps, ils continuent de canaliser davantage d'argent vers l'effort de guerre. Ils investissent volontiers pour semer le trouble et encourager les coups d'État dans d'autres pays du monde.

La récente conférence de Munich s'est transformée en un flot sans fin d'accusations contre la Russie. On a l'impression que cela a été fait pour que tout le monde oublie ce que le soi-disant Occident a fait au cours des dernières décennies. Ce sont eux qui ont laissé le génie sortir de la bouteille, plongeant des régions

entières dans le chaos.

Selon les experts américains, près de 900 000 personnes ont été tuées au cours des guerres déclenchées par les États-Unis après 2001, et plus de 38 millions sont devenues des réfugiés. Veuillez noter que nous n'avons pas inventé ces statistiques ; ce sont les Américains qui les fournissent. Ils essaient simplement d'effacer tout cela de la mémoire de l'humanité, et ils prétendent que tout cela n'a jamais eu lieu. Cependant, personne dans le monde ne l'a oublié ou ne l'oubliera jamais.

Aucun d'entre eux ne se soucie des pertes humaines et des tragédies parce que des milliards de dollars sont en jeu, bien sûr. Ils peuvent aussi continuer à voler tout le monde sous couvert de démocratie et de libertés, à imposer des valeurs néolibérales et essentiellement totalitaires, à marquer des pays et des nations entières, à insulter publiquement leurs dirigeants, à supprimer la dissidence dans leur propre pays et à détourner l'attention des scandales de corruption en créant une image d'ennemi. Nous continuons à voir tout cela à la télévision, qui met en lumière des problèmes économiques, sociaux et interethniques, des contradictions et des désaccords plus importants au niveau national.

Je voudrais rappeler que, dans les années 30, l'Occident avait pratiquement ouvert la voie du pouvoir aux nazis en Allemagne. À notre époque, ils ont commencé à transformer l'Ukraine en une "anti-Russie". En fait, ce projet n'est pas nouveau. Les personnes qui connaissent l'histoire, au moins dans une certaine mesure, savent que ce projet remonte au 19e siècle. L'Empire austro-hongrois et la Pologne l'avaient conçu dans un seul but, à savoir priver la Russie de ces territoires historiques qui s'appellent aujourd'hui l'Ukraine. Tel est leur objectif. Il n'y a rien de nouveau ici ; ils répètent tout.

L'Occident a accéléré la mise en œuvre de ce projet aujourd'hui en soutenant le coup d'État de 2014. C'était un coup d'État sanglant, anti-étatique et anticonstitutionnel. Ils ont prétendu que rien ne s'était passé, et que c'était ainsi que les choses devaient être. Ils ont même dit combien d'argent ils avaient dépensé pour cela. La russophobie et un nationalisme extrêmement agressif formaient son fondement idéologique.

Tout récemment, une brigade des forces armées ukrainiennes a été baptisée Edelweiss,

du nom d'une division nazie dont le personnel a participé à la déportation de Juifs, à l'exécution de prisonniers de guerre et à la conduite d'opérations punitives contre des partisans en Yougoslavie, en Italie, en Tchécoslovaquie et en Grèce. Nous avons honte d'en parler, mais eux ne le sont pas. Les membres des forces armées ukrainiennes et de la garde nationale ukrainienne sont particulièrement friands des chevrons autrefois portés par les soldats des divisions Das Reich, Totenkopf (Tête de mort) et Galichina et d'autres unités SS. Leurs mains sont également tachées de sang. Les véhicules blindés ukrainiens arborent des insignes de la Wehrmacht de l'Allemagne nazie.

Les néonazis ne cachent pas qu'ils se considèrent comme des héritiers. Étonnamment, aucun des pouvoirs en place en Occident ne le voit. Pourquoi ? Parce qu'ils – pardonnez-moi mon langage – ne s'en soucient guère. Ils ne se soucient pas de savoir sur qui ils parient dans leur lutte contre nous, contre la Russie. En fait, n'importe qui fera l'affaire, pourvu qu'il se batte contre nous et notre pays. En effet, nous avons vu des terroristes et des néo-nazis dans leurs rangs. Ils laisseraient toutes sortes de goules rejoindre leurs rangs, pour l'amour de Dieu, tant qu'elles agissent selon leur volonté comme une arme contre la Russie.

En fait, le projet anti-Russie fait partie de la politique revancharde à l'égard de notre pays visant à créer des foyers d'instabilité et de conflits à côté de nos frontières. À l'époque, dans les années 1930, et aujourd'hui, le dessein reste le même et consiste à diriger l'agression vers l'Est, à déclencher une guerre en Europe et à éliminer les concurrents en utilisant une force par procuration.

Nous ne sommes pas en guerre contre le peuple ukrainien. Je l'ai dit clairement à de nombreuses reprises. Le peuple ukrainien est devenu l'otage du régime de Kiev et de ses manipulateurs occidentaux, qui ont en fait occupé ce pays sur les plans politique, militaire et économique et ont détruit l'industrie ukrainienne depuis des décennies en pillant ses ressources naturelles. Cela a entraîné une dégradation sociale et une augmentation incommensurable de la pauvreté et des inégalités. Dans ces circonstances, il était facile de recruter des ressources pour les opérations militaires. Personne ne pensait aux gens, qui étaient conditionnés pour l'abattage et finissaient par être remplaçables. C'est une chose

triste et épouvantable à dire, mais c'est un fait. La responsabilité de l'incitation et de l'escalade du conflit ukrainien, ainsi que le nombre considérable de victimes, incombent entièrement aux élites occidentales et, bien sûr, au régime actuel de Kiev, pour lequel le peuple ukrainien n'est, en fait, pas son propre peuple. Le régime ukrainien actuel ne sert pas des intérêts nationaux, mais les intérêts de pays tiers.

L'Occident utilise l'Ukraine comme un bélier contre la Russie et comme un champ d'essai. Je ne vais pas discuter en détail des tentatives de l'Occident pour renverser la situation, ni de ses plans pour accroître les fournitures militaires, car tout le monde en est conscient. Cependant, il y a une circonstance dont tout le monde devrait être conscient : plus la portée des systèmes occidentaux qui seront fournis à l'Ukraine sera longue, plus nous devons éloigner la menace de nos frontières. C'est évident.

L'élite occidentale ne fait pas mystère de son objectif, qui est, je cite, "la défaite stratégique de la Russie". Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? Cela signifie qu'ils prévoient d'en finir avec nous une fois pour toutes. En d'autres termes, ils prévoient de transformer un conflit local en une confrontation mondiale. C'est ainsi que nous le comprenons et nous répondrons en conséquence, car cela représente une menace existentielle pour notre pays.

Cependant, ils réalisent eux aussi qu'il est impossible de vaincre la Russie sur le champ de bataille et mènent des attaques informationnelles de plus en plus agressives contre nous, ciblant principalement la jeune génération. Ils ne cessent de mentir et de déformer les faits historiques en s'attaquant à notre culture, à l'Église orthodoxe russe et aux autres organisations religieuses traditionnelles de notre pays.

Regardez ce qu'ils font à leur propre peuple. Il s'agit de la destruction de la famille, de l'identité culturelle et nationale, de la perversion et de l'abus des enfants, y compris la pédophilie, toutes choses qui sont déclarées normales dans leur vie. Ils obligent les prêtres à bénir les mariages homosexuels. Bénis soient leurs cœurs, qu'ils fassent ce qu'ils veulent. Voici ce que je voudrais dire à ce sujet. Les personnes adultes peuvent faire ce qu'elles veulent. En Russie, nous l'avons toujours vu ainsi et nous le verrons toujours : personne ne s'im-



miscé dans la vie privée des autres, et nous ne le ferons pas non plus.

Mais voici ce que je voudrais leur dire : regardez les saintes écritures et les principaux livres des autres religions du monde. Ils disent tout, y compris que la famille est l'union d'un homme et d'une femme, mais ces textes sacrés sont aujourd'hui remis en question. L'Église anglicane aurait l'intention d'explorer l'idée d'un dieu non sexiste. Qu'y a-t-il à dire ? Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font.

Des millions de personnes en Occident réalisent qu'elles sont conduites à un désastre spirituel. Franchement, l'élite semble être devenue folle, et il semble qu'il n'y ait pas de remède à cela. Mais comme je l'ai dit, ce sont leurs problèmes, tandis que nous devons protéger nos enfants, ce que nous ferons. Nous protégerons nos enfants de la dégradation et de la dégénérescence.

Il est clair que l'Occident tentera de saper et de diviser notre société et de miser sur les cinquièmes colonnes qui, tout au long de l'histoire, et je tiens à le souligner, ont utilisé le même poison, à savoir le mépris de leur propre patrie et le désir de gagner de l'argent en vendant ce poison à quiconque est prêt à le payer. Il en a toujours été ainsi.

Ceux qui se sont engagés sur la voie de la trahison pure et simple, en commettant des crimes terroristes et autres contre la sécurité de notre société et l'intégrité territoriale du pays, devront en répondre devant la loi. Mais nous ne nous comporterons jamais comme le régime de Kiev et l'élite occidentale, qui ont été et sont toujours impliqués dans des chasses aux sorcières. Nous ne réglerons pas nos comptes avec ceux qui font un pas de côté et tournent le dos à leur Patrie. Que cela soit sur leur conscience, qu'ils vivent avec cela – ils devront vivre avec. L'essentiel, c'est que notre peuple, les citoyens de Russie, leur ont donné une appréciation morale.

Je suis fier, et je pense que nous sommes tous fiers que notre nation multiethnique, la majorité absolue de nos citoyens, ait adopté une position de principe sur l'opération militaire spéciale. Ils comprennent l'idée fondamentale de ce que nous faisons et soutiennent nos actions pour la défense du Donbass. Ce soutien a surtout révélé leur véritable patriotisme – un sentiment qui est historiquement inhérent à notre nation. Il est étonnant par sa dignité

et par la compréhension profonde que chacun – je souligne, chacun – a du lien indissociable entre son propre destin et celui de la Patrie.

Mes chers amis, je voudrais remercier tout le monde, tout le peuple de Russie pour son courage et sa détermination. Je voudrais remercier nos héros, les soldats et les officiers de l'armée de terre et de la marine, les gardes russes, le personnel des services secrets et toutes les structures d'autorité, les combattants des corps de Donetsk et de Lougansk, les volontaires et les patriotes qui combattent maintenant dans les rangs de la réserve de l'armée de combat BARS.

Je tiens à m'excuser de ne pas pouvoir citer tout le monde au cours du discours d'aujourd'hui. Vous savez, lorsque j'ai rédigé ce discours, j'ai écrit une très longue liste de ces unités héroïques, mais je l'ai ensuite retirée de mon texte car, comme je l'ai dit, il est impossible de mentionner tout le monde, et j'avais peur d'offenser quelqu'un que je pourrais laisser de côté.

Ma plus profonde gratitude va aux parents, aux épouses et aux familles de nos défenseurs, aux médecins et aux auxiliaires médicaux, aux infirmiers de combat et aux infirmiers qui sauvent les blessés ; aux cheminots et aux chauffeurs qui approvisionnent le front ; aux constructeurs qui érigent les fortifications et restaurent les logements, les routes et les installations civiles ; aux ouvriers et aux ingénieurs des entreprises de défense, qui travaillent maintenant presque 24 heures sur 24, en plusieurs équipes ; et aux travailleurs ruraux qui assurent de manière fiable la sécurité alimentaire du pays.

Je suis reconnaissant aux enseignants qui s'occupent sincèrement des jeunes générations de Russie, en particulier ceux qui travaillent dans des conditions très difficiles, presque en première ligne ; aux personnalités culturelles qui se rendent dans la zone des hostilités et dans les hôpitaux pour soutenir les soldats et les officiers ; aux volontaires qui aident le front et les civils ; aux journalistes, principalement les correspondants de guerre, qui risquent leur vie pour dire la vérité au monde ; aux pasteurs des religions traditionnelles de Russie et au clergé militaire, dont les paroles sages soutiennent et inspirent les gens ; aux responsables gouvernementaux et aux hommes d'affaires – tous ceux qui accomplissent leur devoir professionnel, civil et sim-

plement humain.

Mes mots spéciaux vont aux résidents des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, et des régions de Zaporozhye et de Kherson. Vous, mes amis, avez déterminé votre avenir lors des référendums et fait un choix clair malgré les menaces et la violence des néonazis, au milieu des actions militaires rapprochées. Mais rien n'a été plus fort que votre intention d'être avec la Russie, avec votre Patrie.

### (Applaudissements)

Je tiens à souligner qu'il s'agit de la réaction de l'auditoire aux habitants des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, et des régions de Zaporozhye et de Kherson. Encore une fois, notre plus profond respect pour eux tous.

Nous avons déjà commencé et nous allons étendre un important programme de redressement et de développement socio-économique pour ces nouvelles régions de la Fédération. Il s'agit notamment de restaurer les installations de production, les emplois et les ports de la mer d'Azov, qui est redevenue la mer fermée de la Russie, et de construire de nouvelles routes modernes, comme nous l'avons fait en Crimée, qui dispose désormais d'un corridor de transport terrestre fiable avec toute la Russie. Nous allons certainement mettre en œuvre tous ces plans ensemble.

Les régions russes fournissent actuellement une assistance directe aux villes, districts et villages des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk et des régions de Zaporozhye et de Kherson. Ils le font sincèrement, comme de véritables frères et sœurs. Nous sommes à nouveau ensemble, ce qui signifie que nous sommes devenus encore plus forts, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener la paix tant attendue sur notre terre et assurer la sécurité de notre peuple. Nos soldats, nos héros se battent pour cela, pour leurs ancêtres, pour l'avenir de leurs enfants et petits-enfants, pour unir notre peuple.

Mes amis, je voudrais vous demander de rendre hommage à nos camarades soldats qui ont été tués dans les attaques des néo-nazis et des raiders, qui ont donné leur vie pour la Russie, pour les civils, les personnes âgées, les femmes et les enfants.

(Une minute de silence)

Merci.

Nous comprenons tous, et je comprends aussi combien c'est insupportable pour leurs épouses, leurs fils et leurs filles, pour leurs parents qui ont élevé ces dignes défenseurs de la patrie – comme les membres de la Jeune Garde de Krasnodon, des jeunes hommes et des jeunes femmes qui ont combattu contre le nazisme et pour le Donbass pendant la Grande Guerre patriotique. Tout le monde en Russie se souvient encore aujourd'hui de leur courage, de leur résistance, de leur énorme force d'esprit et de leur abnégation.

Notre devoir est de soutenir les familles qui ont perdu leurs proches et de les aider à élever leurs enfants et à leur donner une éducation et un emploi. La famille de chaque participant à l'opération militaire spéciale doit être une priorité et être traitée avec soin et respect. Il faut répondre à leurs besoins immédiatement, sans délais bureaucratiques.

Je propose de créer un fonds d'État dédié pour apporter une aide ciblée et personnalisée aux familles des combattants tombés au combat, ainsi qu'aux vétérans de l'opération militaire spéciale. Cette entité sera chargée de coordonner les efforts visant à offrir un soutien social et médical et des conseils, ainsi que de traiter les questions liées à leur envoi dans des centres de santé et à la fourniture de services de réadaptation, tout en les aidant dans les domaines de l'éducation, du sport, de l'emploi et de l'acquisition d'une nouvelle profession. Ce fonds aura également pour mission essentielle de garantir des soins à domicile à long terme et des prothèses de haute technologie pour ceux qui en ont besoin.

Je demande au gouvernement de travailler avec la commission du Conseil d'État sur la politique sociale et avec les régions pour résoudre les questions d'organisation le plus rapidement possible.

Le fonds d'État doit faire preuve de transparence dans son travail, tout en rationalisant l'assistance et en fonctionnant comme un guichet unique, sans bureaucratie ni obstacles administratifs. Chaque famille sans exception et chaque ancien combattant disposera d'un travailleur social personnel, d'un coordinateur, qui sera là pour eux en personne afin de résoudre en temps réel tout problème auquel ils pourraient être confrontés. Je tiens à souligner que le fonds doit ouvrir ses bureaux dans toutes les régions de la Fédération de Russie

en 2023.

Nous avons déjà mis en place des mesures pour soutenir les anciens combattants de la Grande Guerre patriotique, les anciens combattants de combat, ainsi que les participants aux conflits locaux. Je pense que ces éléments essentiels pourront être ajoutés à la mission du fonds d'État à l'avenir. Nous devons explorer cette possibilité, et je demande au gouvernement de le faire.

Ne vous méprenez pas : le fait que nous créions un fonds d'État ne signifie pas que d'autres institutions ou responsables à d'autres niveaux de gouvernement seront déchargés de leurs responsabilités. J'attends de toutes les agences fédérales, des régions et des municipalités qu'elles restent concentrées sur les anciens combattants, sur les militaires et leurs familles. Dans ce contexte, je tiens à remercier les hauts fonctionnaires régionaux, les maires et les gouverneurs qui rencontrent régulièrement les gens, notamment en se rendant sur la ligne de contact, et soutiennent leurs compatriotes.

En particulier, permettez-moi de dire qu'aujourd'hui, le personnel de carrière, les conscrits mobilisés et les volontaires partagent tous des difficultés en première ligne, notamment en termes de provisions, de fournitures et d'équipements, de rémunération et de paiements d'assurance aux blessés, ainsi que de services de santé. Cependant, certaines plaintes parviennent jusqu'à mon bureau, ainsi qu'aux gouverneurs, comme ils me l'ont dit, et au bureau du procureur militaire et du commissaire aux droits de l'homme, ce qui montre que certains de ces problèmes n'ont pas encore été résolus. Nous devons aller au fond de chaque plainte au cas par cas.

Et encore une chose : tout le monde comprend que servir dans la zone d'opération militaire spéciale provoque un immense stress physique et mental, puisque les gens risquent chaque jour leur vie et leur santé. C'est pourquoi j'estime que les conscrits mobilisés, ainsi que tous les militaires, et tous ceux qui participent à l'opération militaire spéciale, y compris les volontaires, doivent bénéficier d'un congé d'au moins 14 jours tous les six mois, sans compter le temps qu'il leur faut pour se rendre à destination. Ainsi, chaque combattant pourra rencontrer sa famille et passer du temps avec ses proches.

**Chers collègues,**

comme vous le savez, un plan 2021-2025 pour la construction et le développement des forces armées a été approuvé par un ordre exécutif présidentiel et il est mis en œuvre et ajusté si nécessaire. Il est important de noter que nos prochaines étapes pour renforcer l'armée de terre et la marine et pour assurer le développement actuel et futur des forces armées doivent être basées sur l'expérience de combat réelle acquise au cours de l'opération militaire spéciale, qui est extrêmement importante, je dirais même absolument inestimable pour nous.

Par exemple, les systèmes les plus récents représentent plus de 91 %, 91,3 %, des forces de dissuasion nucléaire de la Russie. Pour réitérer, sur la base de notre expérience nouvellement acquise, nous devons accéder à un niveau de qualité aussi élevé pour toutes les autres composantes des forces armées.

Les officiers et les sergents qui agissent comme des commandants compétents, modernes et décisifs, et ils sont nombreux, seront prioritairement promus à des postes plus élevés, envoyés dans des universités et des académies militaires, et serviront de réserve de personnel puissante pour les forces armées. Sans aucun doute, ils constituent une ressource précieuse dans la vie civile et dans les gouvernements à tous les niveaux. Je veux simplement que nos collègues y prêtent attention. C'est très important. Les gens doivent savoir que la Patrie apprécie leur contribution à la défense de la Patrie.

Nous introduirons largement les dernières technologies pour garantir des normes de haute qualité dans l'armée et la marine. Nous avons des projets pilotes correspondants et des échantillons d'armes et d'équipements dans chaque domaine. Beaucoup d'entre eux sont nettement supérieurs à leurs homologues étrangers. Notre objectif est de lancer la production de masse. Ce travail est en cours et s'accélère. Il est important de noter qu'il s'appuie sur la recherche nationale et la base industrielle et qu'il implique les petites et moyennes entreprises de haute technologie dans la mise en œuvre de l'ordre de défense de l'État.

Aujourd'hui, nos usines, nos bureaux d'études et nos équipes de recherche emploient des spécialistes expérimentés et un nombre crois-



sant de jeunes gens talentueux et hautement qualifiés qui sont orientés vers des réalisations révolutionnaires tout en restant fidèles à la tradition des armuriers russes, qui consiste à ne ménager aucun effort pour assurer la victoire.

Nous allons certainement renforcer les garanties pour notre main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne les salaires et la sécurité sociale. Je propose de lancer un programme spécial de logements à loyer modéré pour les employés de l'industrie de la défense. Les loyers qui leur seront versés seront nettement inférieurs au taux du marché, puisqu'une partie importante sera prise en charge par l'État. Le gouvernement a examiné cette question. Je vous charge de régler les détails de ce programme et de commencer sans tarder la construction de ces logements locatifs, principalement dans les villes qui sont de grands centres de défense, d'industrie et de recherche.

Collègues,

Comme je l'ai déjà dit, l'Occident a ouvert contre nous une guerre non seulement militaire et informationnelle, mais il cherche également à nous combattre sur le front économique. Cependant, ils n'ont réussi sur aucun de ces fronts, et ne réussiront jamais. De plus, ceux qui ont initié les sanctions se punissent eux-mêmes : ils ont fait flamber les prix dans leur propre pays, détruit des emplois, forcé des entreprises à fermer, et provoqué une crise énergétique, tout en disant à leur peuple que les Russes étaient responsables de tout cela. C'est ce que nous entendons.

Quels moyens ont-ils utilisés contre nous dans leurs efforts pour nous attaquer avec des sanctions ? Ils ont essayé de perturber les liens économiques avec les entreprises russes et de priver le système financier de ses canaux de communication afin de bloquer notre économie, de nous isoler des marchés d'exportation et de saper ainsi nos revenus. Ils ont également volé nos réserves de devises étrangères, pour appeler un chat un chat, et ont essayé de déprécier le rouble et de pousser l'inflation à des hauteurs destructives.

Permettez-moi de répéter que les sanctions contre la Russie ne sont qu'un moyen, alors que l'objectif déclaré par les dirigeants occidentaux, pour les citer, est de nous faire souffrir. "Les faire souffrir" – quelle attitude humaine. Ils veulent faire souffrir notre peuple,

ce qui vise à déstabiliser notre société de l'intérieur.

Toutefois, leur pari n'a pas été payant. L'économie russe, ainsi que son modèle de gouvernance, se sont révélés beaucoup plus résistants que ne le pensait l'Occident. Le gouvernement, le parlement, la Banque de Russie, les régions et, bien sûr, les entreprises et leurs employés ont tous travaillé ensemble pour faire en sorte que la situation économique reste stable, offrir une protection aux personnes et préserver les emplois, éviter les pénuries, y compris de biens essentiels, et soutenir le système financier et les chefs d'entreprise qui investissent dans leurs entreprises, ce qui signifie aussi investir dans le développement national.

Dès mars 2022, nous avons lancé un programme d'aide spécifique aux entreprises et à l'économie d'une valeur d'environ mille milliards de roubles. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que cela n'a rien à voir avec l'impression d'argent. Rien du tout. Tout ce que nous faisons est solidement ancré dans les principes du marché.

En 2022, il y a eu une baisse du produit intérieur brut. M. Mishustin m'a appelé pour me dire : "Je voudrais vous demander de mentionner ceci." Je pense que ces données ont été publiées hier, juste à la date prévue.

Vous vous souvenez peut-être que certains prédisaient une contraction de l'économie de 20 à 25 %, voire de 10 %. Récemment encore, nous avons parlé d'une baisse de 2,9 %, et c'est moi qui ai annoncé ce chiffre. Plus tard, il a été ramené à 2,5 %. Cependant, en 2022, le PIB a diminué de 2,1 %, selon les dernières données. Et nous devons garder à l'esprit le fait qu'en février et mars de l'année dernière, certains prédisaient que l'économie serait en chute libre.

Les entreprises russes ont restructuré leur logistique et ont renforcé leurs liens avec des partenaires responsables et prévisibles – ils sont nombreux, ils sont la majorité dans le monde.

Je voudrais noter que la part du rouble russe dans nos règlements internationaux a doublé par rapport à décembre 2021, atteignant un tiers du total, et en incluant les monnaies des pays amis, elle dépasse la moitié de toutes les transactions.

Nous continuerons à travailler avec nos partenaires pour créer un système durable et sûr

de règlements internationaux, qui sera indépendant du dollar et des autres monnaies de réserve occidentales qui sont vouées à perdre leur attrait universel avec cette politique de l'élite occidentale, des gouvernants occidentaux. Ils se font tout cela de leurs propres mains. Ce n'est pas nous qui réduisons les transactions en dollars ou autres monnaies dites universelles – ils font tout de leurs propres mains.

Vous savez, il y a une maxime, les canons contre le beurre. Bien sûr, la défense nationale est la priorité absolue, mais en résolvant les tâches stratégiques dans ce domaine, nous ne devons pas répéter les erreurs du passé et ne devons pas détruire notre propre économie. Nous avons tout ce qu'il faut pour à la fois assurer notre sécurité et créer les conditions d'un progrès confiant dans notre pays. Nous agissons dans cette logique et nous avons l'intention de continuer à le faire.

Ainsi, de nombreuses industries civiles de base, j'insiste, de l'économie nationale sont loin d'être en déclin, elles ont augmenté leur production l'année dernière d'un montant considérable. L'ampleur des logements mis en service a dépassé 100 millions de mètres carrés pour la première fois dans notre histoire moderne.

Quant à la production agricole, elle a enregistré des taux de croissance à deux chiffres l'année dernière. Merci beaucoup. Nous sommes très reconnaissants envers nos producteurs agricoles. Les agrariens russes ont récolté une quantité record – plus de 150 millions de tonnes de céréales, dont plus de 100 millions de tonnes de blé. D'ici la fin de la saison agricole, c'est-à-dire le 30 juin 2023, nous porterons nos exportations de céréales à 55-60 millions de tonnes.

Il y a seulement 10 ou 15 ans, cela semblait être un conte de fées, un plan absolument irréalisable. Si vous vous souvenez, et je suis sûr que certains s'en souviennent – l'ancien vice-premier ministre et le ministre de l'agriculture sont ici – il y a peu de temps encore, les agronomes absorbaient globalement 60 millions de tonnes en un an, alors qu'aujourd'hui, leur seul potentiel d'exportation est de 55 à 60 millions. Je suis convaincu que nous avons toutes les chances de réaliser une percée similaire dans d'autres domaines également.

Nous avons empêché le marché du travail de

s'effondrer. Au contraire, nous avons réussi à réduire le chômage dans le contexte actuel. Aujourd'hui, compte tenu des défis majeurs qui nous assaillent de toutes parts, le marché du travail est encore meilleur qu'il ne l'était. Vous vous souvenez peut-être que le taux de chômage était de 4,7 % avant la pandémie, et qu'il est aujourd'hui, je crois, de 3,7 %. Quel est le chiffre, M. Mishustin ? 3,7 % ? C'est le chiffre le plus bas de tous les temps.

Permettez-moi de répéter que l'économie russe a surmonté les risques auxquels elle était confrontée – elle a prévalu. Bien sûr, il était impossible d'anticiper nombre d'entre eux, et nous avons dû réagir littéralement à la volée, en traitant les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentaient. Tant l'État que les entreprises ont dû agir rapidement. Je noterai que les acteurs privés, les PME, ont joué un rôle essentiel dans ces efforts, et nous devons nous en souvenir. Nous avons évité de devoir appliquer une réglementation excessive ou de fausser l'économie en donnant à l'État un rôle plus important.

Qu'y a-t-il d'autre à dire ? La récession s'est limitée au deuxième trimestre de 2022, tandis que l'économie a progressé aux troisième et quatrième trimestres. En fait, l'économie russe s'est engagée dans un nouveau cycle de croissance. Les experts estiment qu'il s'appuiera sur un modèle et une structure fondamentalement nouveaux. De nouveaux marchés mondiaux prometteurs, dont l'Asie-Pacifique, prennent le dessus, tout comme le marché intérieur, dont la recherche, la technologie et la main-d'œuvre ne sont plus orientées vers l'exportation de produits de base mais vers la fabrication de biens à haute valeur ajoutée. La Russie pourra ainsi libérer son immense potentiel dans tous les domaines et secteurs.

Nous nous attendons à voir une solide augmentation de la demande intérieure dès cette année. Je suis convaincu que les entreprises profiteront de cette occasion pour développer leur production, fabriquer de nouveaux produits très demandés et occuper les niches de marché laissées vacantes ou sur le point de l'être par les entreprises occidentales qui se retirent.

Aujourd'hui, nous voyons clairement ce qui se passe et nous comprenons les problèmes structurels que nous devons résoudre en matière de logistique, de technologie, de finances et de ressources humaines. Ces dernières an-

nées, nous avons beaucoup parlé et longuement de la nécessité de restructurer notre économie. Aujourd'hui, ces changements sont une nécessité vitale, un changement de jeu, et tout cela pour le mieux. Nous savons ce qu'il faut faire pour permettre à la Russie de progresser régulièrement et de se développer de manière indépendante, indépendamment de toute pression ou menace extérieure, tout en garantissant notre sécurité et nos intérêts nationaux.

Je tiens à rappeler et à souligner que l'essence de notre tâche n'est pas de nous adapter aux circonstances. Notre tâche stratégique est d'amener l'économie vers un nouvel horizon. Tout change aujourd'hui, et très vite. Ce n'est pas seulement une période de défis, mais aussi une période d'opportunités. C'est vraiment le cas aujourd'hui. Et notre avenir dépend de la manière dont nous concrétisons ces opportunités. Nous devons mettre un terme – et je tiens à le souligner – à tous les conflits entre agences, à la paperasserie, aux griefs, à la langue de bois ou à toute autre absurdité. Tout ce que nous faisons doit contribuer à la réalisation de nos objectifs et à l'obtention de résultats. C'est ce que nous devons nous efforcer de réaliser.

Permettre aux entreprises russes et aux petites entreprises familiales d'exploiter le marché avec succès est une victoire en soi. Construire des usines de pointe et des kilomètres de nouvelles routes est une victoire. Chaque nouvelle école, chaque nouveau jardin d'enfants que nous construisons est une victoire. Les découvertes scientifiques et les nouvelles technologies sont également des victoires, bien sûr. Ce qui compte, c'est que chacun d'entre nous contribue à notre réussite commune.

Sur quels domaines devons-nous axer le partenariat de l'État, des régions et des entreprises nationales ?

Tout d'abord, nous développerons des liens économiques extérieurs prometteurs et construirons de nouveaux corridors logistiques. Il a déjà été décidé de prolonger la voie rapide Moscou-Kazan jusqu'à Ekaterinbourg, Tcheliabinsk et Tioumen, et éventuellement jusqu'à Irkoutsk et Vladivostok, avec des embranchements vers le Kazakhstan, la Mongolie et la Chine. Cela nous permettra, en partie, de développer considérablement nos liens avec les marchés de l'Asie du Sud-Est.

Nous développerons les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov. Nous accorderons une attention particulière au corridor international Nord-Sud, comme le savent ceux qui y travaillent tous les jours. Les navires d'un tirant d'eau allant jusqu'à 4,5 mètres pourront passer par le canal Volga-mer Caspienne cette année. Cela ouvrira de nouvelles voies pour la coopération commerciale avec l'Inde, l'Iran, le Pakistan et les pays du Moyen-Orient. Nous continuerons à développer ce corridor.

Nous prévoyons d'accélérer la modernisation des chemins de fer orientaux – le Transsibérien et le chemin de fer Baïkal-Amour (BAM) – et de développer le potentiel de la route maritime du Nord. Cela créera non seulement un trafic de marchandises supplémentaire, mais aussi une base pour atteindre nos objectifs nationaux en matière de développement de la Sibérie, de l'Arctique et de l'Extrême-Orient.

L'infrastructure des régions et le développement de l'infrastructure, y compris les communications, les télécommunications et les chemins de fer, recevront une puissante impulsion. L'année prochaine, en 2024, nous remettrons en bon état au moins 85 % de toutes les routes des plus grandes métropoles du pays, ainsi que plus de la moitié de toutes les routes régionales et municipales. Je suis sûr que nous y parviendrons.

Nous allons également poursuivre notre programme de distribution gratuite de gaz. Nous avons déjà pris la décision de l'étendre aux établissements sociaux – jardins d'enfants et écoles, dispensaires et hôpitaux, ainsi qu'aux centres de soins primaires. Ce programme sera désormais permanent pour nos citoyens – ils pourront toujours demander à être raccordés au système de distribution de gaz.

Cette année, nous lancerons un vaste programme de construction et de réparation de logements et de systèmes de services publics. Au cours des dix prochaines années, nous prévoyons d'investir au moins 4,5 billions de roubles dans ce domaine. Nous savons combien cela est important pour notre population et combien ce domaine a été négligé. Il est nécessaire d'améliorer cette situation, et nous le ferons. Il est important de donner au programme un départ puissant. Je voudrais donc demander au gouvernement de garantir un financement stable pour ce programme.

Deuxièmement, nous devons développer considérablement les capacités de production



de notre économie et accroître la capacité industrielle nationale.

Un outil d'hypothèque industrielle a été créé, et un prêt à court terme peut désormais être contracté non seulement pour acheter des installations de production, mais aussi pour les construire ou les moderniser. Le montant d'un tel prêt a fait l'objet de nombreuses discussions et il était prévu de l'augmenter. Il s'agit d'un montant convenable pour une première étape : jusqu'à 500 millions de roubles. Il est disponible à un taux de 3 ou 5 % pour une durée maximale de sept ans. Il s'agit d'un très bon programme qui devrait être utilisé à bon escient.

De nouvelles conditions pour les clusters industriels sont entrées en vigueur cette année, notamment une réduction de la charge fiscale et administrative pour les entreprises résidentes, ainsi que des commandes et des subventions publiques à long terme pour soutenir la demande de leurs produits innovants, qui viennent d'arriver sur le marché.

Selon les estimations, ces mesures généreront des projets à forte demande d'une valeur de plus de 10 000 milliards de roubles d'ici 2030. Les investissements devraient atteindre environ 2 000 milliards rien que cette année. Veuillez noter qu'il ne s'agit pas de prévisions, mais de repères existants.

C'est pourquoi je souhaiterais que le gouvernement accélère le lancement de ces projets, qu'il donne un coup de pouce aux entreprises et qu'il propose des mesures de soutien systémiques, notamment des incitations fiscales. Je sais que le bloc financier n'aime pas les incitations, et je partage en partie cette approche : le système fiscal doit être cohérent et sans niches ni exemptions, mais ce cas particulier exige une approche créative.

Ainsi, à partir de cette année, les entreprises russes pourront réduire leurs impôts sur le revenu si elles achètent des solutions informatiques nationales avancées et des produits dotés d'IA. En outre, ces dépenses seront créditées d'une fois et demie le coût réel, ce qui signifie que chaque rouble investi dans l'achat de tels produits donnera lieu à une déduction fiscale de 1,5 rouble.

Je propose d'étendre ces déductions aux achats de toutes sortes d'équipements russes de haute technologie. J'aimerais que le gouvernement établisse une liste de ces équipements par secteur d'activité spécifique, ainsi

que la procédure d'octroi des déductions. C'est une bonne solution pour redynamiser l'économie.

Troisièmement, une question cruciale de notre programme de développement économique, qui concerne les nouvelles sources de financement des investissements, dont nous avons beaucoup parlé.

Grâce à la solidité de sa balance des paiements, la Russie n'a pas besoin d'emprunter des fonds à l'étranger, de faire des courbettes et de mendier de l'argent, puis de tenir de longues discussions sur la nature, le montant et les conditions du remboursement. Les banques russes travaillent de manière stable et durable et disposent d'une solide marge de sécurité.

En 2022, le volume des prêts bancaires pour le secteur des entreprises a augmenté, je le répète, a augmenté. Il y avait beaucoup d'inquiétudes à ce sujet, mais nous avons signalé une croissance, une augmentation de 14 pour cent, soit plus que ce que nous avons signalé en 2021, avant l'opération militaire. En 2021, le chiffre était de 11,7 % ; l'année dernière, il était de 14 %. Le portefeuille de prêts hypothécaires a augmenté de 20,4 %. Nous sommes en pleine croissance.

L'année dernière, le secteur bancaire dans son ensemble a réalisé un bénéfice. Il n'était pas aussi important que les années précédentes, mais il était néanmoins considérable : 203 milliards de roubles. C'est un autre indicateur de la stabilité du secteur financier russe.

Selon nos estimations, l'inflation en Russie s'approchera du chiffre cible de 4 % au deuxième trimestre de cette année. Je voudrais vous rappeler que le taux d'inflation a atteint 12, 17 et 20 % dans certains pays de l'UE. Notre chiffre est de 4 ou 5 % ; la Banque centrale et le ministère des finances discutent encore de ce chiffre, mais il sera proche de l'objectif. Compte tenu de cette dynamique positive et d'autres paramètres macroéconomiques, nous créons les conditions objectives d'une baisse des taux d'intérêt à long terme dans l'économie, ce qui signifie que les prêts destinés au secteur économique réel deviendront plus abordables.

L'épargne individuelle à long terme est une source essentielle de ressources d'investissement dans le monde entier, et nous devons également stimuler son attraction dans la sphère de l'investissement. Je souhaiterais

que le gouvernement accélère la soumission des projets de loi à la Douma d'État afin de lancer le programme d'État correspondant dès le mois d'avril prochain.

Il est important de créer des conditions supplémentaires pour encourager les gens à investir et à gagner leur vie chez eux, dans le pays. Dans le même temps, il est nécessaire de garantir la sécurité de l'investissement des gens dans l'épargne-retraite volontaire. Nous devrions créer ici un mécanisme similaire à celui utilisé pour assurer les dépôts bancaires. Je rappelle que cette épargne, d'une valeur maximale de 1,4 million de roubles, est assurée par l'État sur les dépôts de garantie. Je propose de doubler cette somme à 2,8 millions de roubles pour l'épargne-retraite volontaire. De même, nous devons protéger les investissements des citoyens dans d'autres instruments de placement à long terme, notamment contre la faillite éventuelle des courtiers financiers.

Des décisions distinctes doivent être prises pour attirer des fonds vers les entreprises à croissance rapide et de haute technologie. Nous approuverons un soutien pour le placement de leurs actions sur le marché boursier national, y compris des avantages fiscaux tant pour les entreprises que pour les acheteurs de leurs actions.

La liberté d'entreprise est un élément vital de la souveraineté économique. Je le répète : dans le contexte des tentatives extérieures visant à contenir la Russie, les entreprises privées ont prouvé leur capacité à s'adapter rapidement à l'évolution de l'environnement et à assurer la croissance économique dans des conditions difficiles. Ainsi, toute initiative d'entreprise visant à bénéficier au pays doit être soutenue.

Je crois qu'il est nécessaire de revenir, dans ce contexte, sur la révision d'un certain nombre de normes de droit pénal en ce qui concerne les éléments économiques du crime. Bien sûr, l'État doit contrôler ce qui se passe dans ce domaine. Il ne faut pas laisser faire n'importe quoi, mais il ne faut pas non plus aller trop loin. Il est nécessaire d'avancer plus rapidement vers la décriminalisation que j'ai mentionnée. J'espère que le gouvernement mènera ce travail de manière cohérente et sérieuse, en collaboration avec le Parlement, les organes chargés de l'application de la loi et les associations professionnelles.

Dans le même temps, je voudrais demander au gouvernement de proposer, en étroite collaboration avec le Parlement, des mesures supplémentaires pour accélérer la délocalisation de l'économie. Les entreprises, principalement celles qui opèrent dans des secteurs et des industries clés, devraient opérer dans la juridiction russe – c'est un principe fondamental.

### Chers collègues,

dans ce contexte, je voudrais faire une petite digression philosophique. Voici ce que je voudrais souligner.

Nous nous souvenons des problèmes et des déséquilibres auxquels l'économie soviétique a été confrontée dans ses dernières phases. C'est pourquoi, après l'effondrement de l'Union soviétique et de son système planifié, dans le chaos des années 1990, le pays a commencé à créer son économie selon les principes des relations de marché et de la propriété privée. Dans l'ensemble, c'était la bonne chose à faire. Les pays occidentaux étaient en grande partie un exemple à suivre à cet égard. Comme vous le savez, leurs conseillers se comptaient sur les doigts d'une main, et il semblait suffisant de copier leurs modèles. Certes, je me souviens qu'ils se disputaient encore entre eux – les Européens se disputaient avec les Américains sur la manière dont l'économie russe devait se développer.

Et que s'est-il passé en conséquence ? Notre économie nationale était largement orientée vers l'Occident et, pour l'essentiel, comme une source de matières premières. Naturellement, il y avait différentes nuances, mais globalement, nous étions considérés comme une source de matières premières. Les raisons de cette situation sont également claires – naturellement, les nouvelles entreprises russes qui prenaient forme étaient principalement orientées vers la génération de profits, des profits rapides et faciles en premier lieu. Qu'est-ce qui pouvait fournir cela ? Bien sûr, la vente de ressources – pétrole, gaz, métaux et bois.

Peu de gens ont pensé à d'autres alternatives ou, probablement, ils n'ont pas eu la possibilité d'investir à long terme. C'est la raison pour laquelle d'autres industries plus complexes n'ont pas beaucoup progressé. Il nous a fallu des années – les autres gouvernements l'ont bien

vu – pour briser cette tendance négative. Nous avons dû adapter notre système fiscal et réaliser des investissements publics de grande envergure.

Nous avons réalisé un changement réel et visible. En effet, les résultats sont là, mais, encore une fois, nous devons garder à l'esprit les circonstances dans lesquelles nos principales entreprises se sont développées. Les technologies venaient de l'Ouest, les sources de financement moins chères et les marchés lucratifs étaient à l'Ouest, et les capitaux ont commencé à affluer vers l'Ouest également. Malheureusement, au lieu de développer la production et d'acheter des équipements et des technologies pour créer de nouveaux emplois en Russie, ils ont dépensé leur argent dans des manoirs, des yachts et des biens immobiliers de luxe à l'étranger.

Ils ont commencé à investir dans l'économie plus tard, mais au départ, l'argent affluait rapidement vers l'Ouest à des fins de consommation. Et puisque leur argent était là, c'est là que leurs enfants étaient éduqués, là qu'était leur vie, leur avenir. Il était très difficile et presque impossible pour l'État de suivre et d'empêcher ces évolutions, car nous vivions dans un paradigme de marché libre.

Les événements récents ont clairement montré que l'image de l'Occident comme refuge pour les capitaux était un mirage. Ceux qui n'ont pas compris cela à temps, qui ne voyaient dans la Russie qu'une source de revenus et prévoyaient de vivre principalement à l'étranger, ont beaucoup perdu. Ils se sont tout simplement fait voler là-bas et ont vu même leur argent légitime leur échapper.

À un moment donné, j'ai fait une blague – beaucoup s'en souviennent peut-être encore – j'ai dit aux hommes d'affaires russes qu'ils allaient se rendre malades en courant de tribunal en tribunal et de bureau en bureau en Occident pour essayer de sauver leur argent. C'est exactement ce qui s'est passé.

Vous savez, je vais dire quelque chose de très simple, mais de très important. Croyez-moi, pas un seul citoyen ordinaire de notre pays n'a eu pitié de ceux qui ont perdu leurs avoirs dans des banques étrangères, leurs yachts ou leurs palaces à l'étranger, etc. Dans leurs conversations autour de la table de la cuisine, les gens se sont tous souvenus de la privatisation des années 1990, lorsque des entreprises qui avaient été construites par toute notre nation

ont été vendues pour presque rien et que les soi-disant nouvelles élites ont affiché leur style de vie somptueux.

Il y a d'autres aspects essentiels. Au cours des années qui ont suivi l'éclatement de l'Union soviétique, l'Occident n'a jamais cessé d'essayer de mettre le feu aux États post-soviétiques et, surtout, d'achever la Russie en tant que plus grande partie survivante de l'étendue historique de notre État. Ils ont encouragé les terroristes internationaux à nous attaquer, ont provoqué des conflits régionaux le long de nos frontières, ont ignoré nos intérêts et ont tenté de contenir et de supprimer notre économie. Je dis cela parce que les grandes entreprises russes contrôlent des entreprises stratégiques employant des milliers de travailleurs qui déterminent le bien-être socio-économique de nombreuses régions et, partant, l'état général des affaires. Ainsi, lorsque les dirigeants ou les propriétaires de ces entreprises deviennent dépendants de gouvernements qui adoptent des politiques hostiles à la Russie, cela représente une grande menace pour nous, un danger pour notre pays. C'est une situation intenable.

Oui, chacun a le choix. Certains peuvent choisir de vivre dans un manoir saisi avec un compte bloqué, en essayant de se trouver une place dans une capitale occidentale apparemment attrayante, une station balnéaire ou un autre endroit confortable à l'étranger. Tout le monde a le droit de le faire, et nous n'y porterons jamais atteinte. Mais il est temps de comprendre qu'en Occident, ces personnes ont toujours été et resteront toujours des étrangers de seconde zone qui peuvent être traités de n'importe quelle manière, et que leur argent, leurs relations et les titres acquis de comtes, de pairs ou de maires ne les aideront pas du tout. Ils doivent comprendre qu'ils sont des personnes de seconde classe là-bas.

Il existe une autre option : rester dans sa patrie, travailler pour ses compatriotes, non seulement pour ouvrir de nouvelles entreprises mais aussi pour changer la vie autour de soi dans les villes, les villages et dans tout le pays. Nous avons pas mal d'hommes d'affaires de ce genre, de véritables combattants dans notre communauté d'affaires, et nous associons à eux l'avenir de notre entreprise. Chacun doit savoir que les sources de sa prospérité et de son avenir ne peuvent se trouver qu'ici, dans son pays natal, la Russie.

S'ils le font, nous créerons une économie très forte et autosuffisante qui ne restera pas à l'écart dans le monde mais utilisera tous ses avantages compétitifs. Le capital russe, l'argent gagné ici, doit être mis au service du pays, de notre développement national. Aujourd'hui, nous voyons un énorme potentiel dans le développement des infrastructures, du secteur manufacturier, du tourisme intérieur et de nombreuses autres industries.

J'aimerais que ceux qui se sont heurtés aux mœurs prédatrices de l'Occident entendent ce que j'ai à dire : courir partout, casquette à la main, en mendiant son propre argent n'a aucun sens, et surtout, cela ne sert à rien, surtout maintenant que vous savez à qui vous avez affaire. Arrêtez de vous accrocher au passé, de recourir aux tribunaux pour obtenir au moins quelque chose en retour. Changez vos vies et vos emplois, car vous êtes des personnes fortes – je m'adresse maintenant à nos hommes d'affaires, que je connais pour la plupart depuis des années et qui savent ce qu'il faut faire dans la vie.

Lancez de nouveaux projets, gagnez de l'argent, travaillez dur pour la Russie, investissez dans des entreprises et des emplois, et aidez les écoles et les universités, la science et les soins de santé, la culture et les sports. De cette manière, vous augmenterez votre richesse et gagnerez également le respect et la gratitude du peuple pour une génération à venir. L'État et la société vous soutiendront certainement.

Considérons cela comme un message pour votre entreprise : avancez dans la bonne direction.

Collègues,

La Russie est un pays ouvert et, en même temps, une civilisation distincte. Il n'y a aucune prétention à l'exclusivité ou à la supériorité dans cette déclaration, mais cette civilisation qui est la nôtre – c'est ce qui compte. Nos ancêtres nous l'ont transmise et nous devons la préserver pour nos descendants et la leur transmettre.

Nous développerons la coopération avec nos amis, avec tous ceux qui sont prêts à travailler avec nous. Nous adopterons les meilleures pratiques, mais nous nous appuyerons avant tout sur notre propre potentiel, sur l'énergie créatrice de la société russe, sur nos traditions et nos valeurs.

Je voudrais mentionner ici le caractère de

notre peuple qui s'est toujours distingué par sa générosité, sa magnanimité, sa miséricorde et sa compassion, et la Russie, en tant que pays, reflète pleinement ces traits. Nous savons comment être de bons amis, comment tenir notre parole. Nous ne laisserons jamais tomber personne et nous soutiendrons toujours sans hésiter ceux qui se trouvent dans une situation difficile.

Tout le monde se souvient que, pendant la pandémie, nous avons été les premiers à soutenir certains pays européens, dont l'Italie et d'autres États, lorsqu'ils ont traversé les semaines les plus difficiles de l'épidémie de COVID. N'oublions pas non plus l'aide que nous apportons à la Syrie et à la Turquie après un tremblement de terre dévastateur.

C'est le peuple de Russie qui est le fondement de notre souveraineté nationale et notre source de pouvoir. Les droits et libertés de nos citoyens sont immuables – ils sont garantis par la Constitution et nous n'y dérogerons pas malgré les défis et menaces extérieurs.

Je tiens à souligner dans ce contexte que les élections des collectivités locales et régionales de septembre prochain et les élections présidentielles de 2024 se dérouleront dans le strict respect de la loi et de toutes les dispositions démocratiques et constitutionnelles.

Les élections révèlent toujours des approches différentes pour résoudre les objectifs sociaux et économiques. Cela dit, les principales forces politiques sont consolidées et unies autour d'une idée maîtresse : la sécurité et le bien-être du peuple ; notre souveraineté et nos intérêts nationaux priment sur tout le reste pour nous.

Je voudrais vous remercier pour cette position responsable et ferme et rappeler les paroles de Pyotr Stolypin, un patriote et un partisan d'un État russe fort. Il a prononcé ces paroles à la Douma d'État il y a plus de cent ans, mais elles sont toujours d'actualité. Il a dit : "Dans la cause de la défense de la Russie, nous devons tous unir et coordonner nos efforts, nos engagements et nos droits pour soutenir un droit historique suprême – le droit de la Russie à être forte."

Les volontaires au front comprennent des députés de la Douma d'État et des parlements régionaux, des représentants des différents niveaux des organes du gouvernement exécutif, des municipalités, des villes, des districts et des zones rurales. Tous les partis parlemen-

taires et les principales associations publiques participent à la collecte d'aide humanitaire pour aider le front.

Merci encore une fois – merci pour cette prise de position si patriotique.

Les collectivités locales, en tant qu'autorité publique la plus proche des citoyens, jouent un rôle énorme dans le renforcement de la société civile et la résolution des problèmes quotidiens. La confiance des gens dans l'État dans son ensemble, le bien-être social des citoyens du pays et leur confiance dans le développement réussi du pays dépendent de leur mode de fonctionnement.

Je voudrais demander au Bureau exécutif présidentiel et au gouvernement de soumettre des propositions sur la création d'outils de soutien direct aux meilleures équipes et pratiques de gestion dans les grandes, moyennes et petites municipalités.

Le libre développement de la société implique d'être prêt à assumer des responsabilités pour soi-même et ses proches, pour son pays. Ces qualités doivent être encouragées dès le plus jeune âge au sein de la famille. Bien entendu, le système éducatif et notre culture nationale sont extrêmement importants pour renforcer nos valeurs communes et notre identité nationale.

L'État utilisera les ressources de la Fondation des bourses présidentielles, de la Fondation pour les initiatives culturelles, de l'Institut pour le développement de l'Internet et d'autres instruments pour soutenir toutes les formes de création, comme l'art contemporain et traditionnel, le réalisme et l'avant-garde, les œuvres classiques et innovantes. Ce ne sont pas les genres ou les tendances qui comptent. La culture doit servir le bien, la beauté et l'harmonie, réfléchir à certaines questions très compliquées et contradictoires de la vie, mais sa mission principale n'est pas de démolir la société mais de nourrir les meilleures qualités humaines.

Le développement culturel sera une priorité de la reconstruction de la vie pacifique dans le Donbass et la Novorossiïa. Nous devons y reconstruire, réparer et équiper des centaines d'installations culturelles, y compris des collections et des bâtiments de musées, qui aident les gens à ressentir le lien entre le passé et le présent et à créer un lien avec l'avenir, à sentir leur affiliation à l'espace culturel, historique et éducatif commun de la grande Rus-



sie séculaire.

Nous devons travailler avec nos enseignants, nos universitaires et nos professionnels pour améliorer sérieusement la qualité des manuels scolaires et universitaires, tout d'abord dans les sciences humaines – histoire, sciences sociales, littérature et géographie – afin que nos jeunes apprennent le plus possible sur la Russie, son grand passé, sa culture et ses traditions.

Nous avons des jeunes gens brillants et talentueux qui sont prêts à travailler pour le bien de notre pays dans des domaines tels que la recherche scientifique, la culture, la sphère sociale, les affaires et l'administration publique. Le concours "Leaders de la Russie", ainsi que le concours "Leaders du nouveau" qui se déroule actuellement dans les nouvelles entités constitutives de la Fédération, ouvrent à ces personnes de nouveaux horizons de carrière.

Notamment, un certain nombre de gagnants et de finalistes de ces concours ont volontairement rejoint des unités militaires. Nombre d'entre eux travaillent aujourd'hui dans les territoires libérés pour aider à reconstruire la vie économique et sociale, et ils agissent avec professionnalisme, détermination et courage. D'une manière générale, rien ne peut remplacer l'école de la guerre. Les gens en reviennent complètement différents, et ils sont prêts à donner leur vie pour la Patrie, quel que soit le lieu où ils travaillent.

Permettez-moi d'insister sur le fait que ce sont précisément ceux qui sont nés et ont grandi dans le Donbass et la Novorossiia, qui se sont battus pour eux, qui seront et devraient constituer le fondement de notre effort commun pour développer ces régions. Je veux qu'ils m'entendent : La Russie compte sur vous.

Compte tenu des tâches ambitieuses auxquelles notre pays est confronté, nous devons sérieusement revoir nos approches du système d'enseignement professionnel, de notre politique scientifique et technologique.

Lors de la récente réunion du Conseil pour la science et l'éducation, nous avons discuté de la nécessité de hiérarchiser nos efforts, de concentrer nos ressources sur l'obtention de résultats scientifiques spécifiques et fondamentalement significatifs, principalement dans les domaines où nous avons beaucoup travaillé et qui sont d'une importance capitale pour notre pays, notamment les transports,

l'énergie, le logement et les services publics, la santé publique, l'agriculture et l'industrie manufacturière.

Les technologies innovantes s'appuient invariablement sur la recherche fondamentale existante. Ici, comme dans la culture – et je tiens à le souligner – nous devons donner aux chercheurs une plus grande liberté de créativité. Il ne faut pas que tout le monde se concentre uniquement sur les résultats dont nous aurons besoin demain. La science fondamentale établit ses propres règles.

De plus, le fait de fixer et d'atteindre des objectifs ambitieux est une puissante incitation pour les jeunes à choisir la science comme domaine et une chance de prouver leurs qualités de leader et d'être les meilleurs au monde. Nos équipes de recherche ont de quoi être fières.

En décembre dernier, j'ai rencontré certains de nos jeunes chercheurs. L'une de leurs questions concernait le logement. Une question banale, mais importante. Des certificats de logement pour les jeunes chercheurs sont déjà disponibles. L'année dernière, un milliard de roubles supplémentaires ont été réservés à cet effet. Je charge le gouvernement d'identifier des réserves pour étendre ce programme. Ces dernières années, le prestige de l'enseignement professionnel secondaire s'est considérablement accru. La demande de diplômés des écoles et collèges techniques est tout simplement énorme, colossale. Voyez-vous, si notre chômage est tombé à un niveau historiquement bas de 3,7 %, cela signifie que les gens travaillent, qu'il faut du nouveau personnel.

Je pense que nous devrions développer de manière significative le projet Professionalitet, dans le cadre duquel des clusters éducatifs et industriels sont créés, la base éducative est mise à jour, et les entreprises et les employeurs développent des programmes éducatifs basés sur les besoins de l'économie en contact étroit avec les collèges et les écoles techniques. Et bien sûr, il est très important que des mentors ayant l'expérience d'une production réelle et complexe y participent.

La tâche est claire : au cours des cinq prochaines années, nous devons former environ un million de spécialistes des métiers de l'électronique, de la robotique, de la construction mécanique, de la métallurgie, de la pharmacie, de l'agriculture et de l'industrie de la

défense, de la construction, des transports, du nucléaire et d'autres secteurs essentiels pour garantir la sécurité, la souveraineté et la compétitivité de la Russie.

Enfin, une question très importante concerne notre enseignement supérieur. Là aussi, des changements significatifs s'imposent, compte tenu des nouveaux besoins en spécialistes dans l'économie, les secteurs sociaux et dans tous les domaines de la vie de notre pays. Ce dont nous avons besoin ici, c'est d'une synthèse de tout ce qu'il y avait de meilleur dans le système d'éducation soviétique et de l'expérience des dernières décennies.

À cet égard, il est proposé ce qui suit.

Premièrement, revenir à la formation de base des spécialistes avec un enseignement supérieur, ce qui est traditionnel pour notre pays. La durée des études peut être de quatre à six ans. En même temps, il est possible de proposer des programmes qui diffèrent en termes de formation, en fonction de la profession spécifique, de l'industrie et de la demande du marché du travail, même au sein d'une même spécialité et d'une même université.

Ensuite, si une profession nécessite une formation complémentaire ou une spécialisation de niche, dans ce cas, un jeune pourra poursuivre ses études en faisant un master ou en choisissant une formation en internat.

Troisièmement, les études de troisième cycle seront transformées en un niveau d'enseignement professionnel distinct, dont la tâche est de former du personnel pour les professions scientifiques et pédagogiques.

Je tiens à souligner que la transition vers le nouveau système devrait se faire en douceur. Le gouvernement, en collaboration avec les parlementaires, devra apporter de nombreuses modifications à la législation sur l'éducation, sur le marché du travail, etc. Il s'agit ici de bien réfléchir à tout, de régler tous les détails. Les jeunes, nos citoyens doivent avoir de nouvelles opportunités pour une éducation de qualité, un emploi et une croissance professionnelle. Je le répète : des opportunités, pas des problèmes.

Et je tiens à préciser que les étudiants qui étudient actuellement pourront poursuivre leurs études dans le cadre des programmes existants. Et également, le niveau de formation et les diplômés d'enseignement supérieur des citoyens qui ont déjà terminé leurs études dans le cadre des programmes actuels de premier

cycle, de spécialisation ou de maîtrise ne sont pas soumis à révision. Ils ne doivent pas perdre leurs droits. Je demande au Front populaire russe de prendre sous contrôle spécial toutes les questions liées aux changements dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Cette année a été déclarée Année de l'enseignant et du mentor en Russie. Les enseignants participent directement à la construction de l'avenir du pays, et il est important de rehausser le statut social de leur travail. Les parents devraient parler davantage à leurs enfants de la gratitude envers leurs enseignants, et les enseignants devraient inculquer aux enfants le respect et l'amour de leurs parents. N'oublions jamais ceci.

Je parlerai du soutien aux enfants et aux familles russes dans une minute.

Je voudrais faire remarquer que ce que l'on appelle le budget des enfants, ou les allocations budgétaires destinées à soutenir les familles en Russie, a augmenté de plusieurs fois et non d'un petit pourcentage au cours des dernières années. Ces dépenses constituent la partie du principal document financier du pays – le budget, la loi sur le budget – qui connaît la croissance la plus rapide. Je tiens à remercier les membres du Parlement et le gouvernement pour leur compréhension uniforme et consolidée de nos priorités nationales.

Le 1er février, le capital maternité en Russie a de nouveau été ajusté en fonction de l'inflation. Comme nous l'avons promis, il a été ajusté du taux d'inflation de l'année dernière, c'est-à-dire de 11,9 %. Les citoyens russes – résidents des nouvelles régions de la Fédération – ont également droit à ce soutien maintenant. Je suggère d'accorder le capital maternité aux familles des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk et des régions de Zaporozhye et de Kherson où des enfants sont nés à partir de 2007, c'est-à-dire lorsque ce programme a été lancé dans toute la Russie. Je rappelle qu'à une époque, nous avons pris une décision similaire pour les habitants de Crimée et de Sébastopol.

Nous continuerons à mettre en œuvre des programmes à grande échelle visant à améliorer le niveau de vie des familles russes.

Je tiens à souligner que le gouvernement et les régions de la Fédération se sont vu assigner un objectif concret : assurer une croissance notable et tangible des salaires réels en Russie.

Comme nous le savons tous, un indicateur important, un point de départ ici est le salaire minimum. Nous l'avons augmenté deux fois l'année dernière, de près de 20 % au total.

Nous continuerons à augmenter le salaire minimum, à un rythme supérieur au taux d'inflation et au taux de croissance des salaires réels. Depuis le début de cette année, le salaire minimum a été ajusté de 6,3 %.

Je propose de compléter l'augmentation prévue par une augmentation supplémentaire de 10 % à partir du 1er janvier 2024. Ainsi, le salaire minimum aura augmenté de 18,5 % pour atteindre 19 242 roubles.

Je voudrais maintenant mentionner les ajustements du système fiscal au profit des familles russes. Depuis l'année dernière, les familles ayant deux enfants ou plus sont dispensées de payer l'impôt sur la vente d'un logement si elles achètent un nouvel appartement ou une nouvelle maison plus grande.

Il est nécessaire de mieux utiliser ces instruments – ils se sont révélés très demandés. Les familles devraient disposer de plus d'argent dans leur budget familial pour pouvoir résoudre leurs problèmes les plus importants et les plus urgents.

Je propose d'augmenter le montant des déductions fiscales sociales : pour les frais d'éducation des enfants – de 50 000 roubles actuellement à 110 000 roubles par an, et pour les frais d'éducation personnelle, de traitement médical ou d'achat de médicaments – de 120 000 à 150 000 roubles actuellement. L'État remboursera l'impôt sur le revenu de 13 % payé sur ces montants majorés.

Naturellement, nous devons non seulement augmenter cette déduction, mais aussi rendre cet avantage facilement accessible aux gens. Cette déduction devrait être accordée de manière proactive, rapide et en ligne. Ce processus devrait être facile pour les demandeurs. Suivant. Le bien-être, la qualité de vie des familles russes, et donc la situation démographique, dépendent directement de l'état des choses dans la sphère sociale.

Je sais que de nombreuses régions de la Fédération sont prêtes à accélérer de manière significative la rénovation des infrastructures sociales, des équipements culturels et sportifs, le relogement des habitants des logements vétustes et le développement global des zones rurales. Cette attitude sera certai-

nement soutenue.

Nous utiliserons ici le mécanisme suivant : les régions pourront recevoir dès maintenant et utiliser les fonds qui ont été mis de côté dans le budget fédéral de 2024 pour des projets nationaux, par le biais de prêts du Trésor sans intérêt – ils seront automatiquement remboursés en avril 2024. C'est un bon outil.

Nous garderons cette question à l'étude et je demande à la Commission de l'économie et des finances du Conseil d'État de s'impliquer dans ce travail.

Cependant, nous ne devons pas nous précipiter et courir après les chiffres, surtout au détriment de la qualité des installations construites. Les ressources financières supplémentaires doivent être utilisées efficacement pour donner un rendement élevé.

C'est particulièrement vital pour la modernisation des soins de santé primaires, un programme de grande envergure que nous avons lancé en 2021. Je demande au gouvernement et aux dirigeants régionaux de ne pas oublier que la référence – je l'ai dit à plusieurs reprises – n'est pas les chiffres des rapports, mais les progrès concrets, visibles, tangibles dans la disponibilité et la qualité des soins médicaux.

J'instruis également le Gouvernement d'adapter le cadre réglementaire pour organiser l'acquisition d'ambulances équipées de matériel de diagnostic. Elles permettent d'effectuer des visites médicales et des examens préventifs directement dans les entreprises, les écoles, les bureaux et dans les communautés éloignées.

Nous avons lancé un programme de rénovation des écoles à grande échelle. D'ici la fin de l'année, près de 3 500 bâtiments scolaires au total auront été rénovés. Je tiens à souligner que la plupart d'entre eux se trouvent dans des zones rurales et que nous l'avons fait exprès. Cette année, de tels travaux sont également menés dans les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que dans les régions de Kherson et de Zaporozhye. C'est significatif et visible, les gens voient vraiment ce qui se passe. C'est une très bonne chose.

À partir de 2025, des fonds fédéraux seront régulièrement et systématiquement alloués aux régions pour la réparation et la rénovation des jardins d'enfants, des écoles, des écoles professionnelles et des collèges, afin d'éviter les situations où les bâtiments sont dans un état

de délabrement.

Ensuite, nous avons fixé un objectif majeur, celui de construire plus de 1 300 nouvelles écoles entre 2019 et 2024. Parmi celles-ci, 850 sont désormais ouvertes. 400 autres ouvriront leurs portes cette année. Je souhaite que les régions restent sur la bonne voie pour atteindre ces objectifs. Le montant du financement fédéral pour ce programme 2019-2024 est de près de 490 milliards de roubles. Nous ne réduirons pas ces dépenses, nous maintiendrons ce montant intact.

Cette année, nous avons augmenté le montant des prêts budgétaires pour les infrastructures. Nous envoyons des fonds supplémentaires, non pas comme prévu, mais 250 milliards de roubles de plus pour développer les transports, les services publics et d'autres infrastructures dans les régions.

Je donne par la présente instruction au gouvernement d'allouer, en plus de ces fonds, 50 milliards de roubles supplémentaires – qui seront utilisés à dessein pour moderniser les transports publics dans les entités constitutives de la Fédération cette année. Cette mise à niveau sera utilisée pour les technologies les plus récentes. Veuillez accorder une attention particulière aux petites villes et aux zones rurales.

Nous avons décidé de prolonger le projet Clean Air jusqu'en 2030. L'objectif est d'améliorer l'environnement dans les grands centres industriels. Je souhaite que les entreprises industrielles et les autorités régionales et locales gardent à l'esprit qu'une réduction significative des émissions nocives reste à l'ordre du jour.

En outre, nous avons beaucoup fait pour réformer le secteur de la gestion des déchets. Nous renforçons les capacités de recyclage et de tri, ce qui nous aidera à construire une économie en circuit fermé. La poursuite de l'élimination des anciennes décharges et des sites de matières dangereuses est notre priorité absolue. Je souhaite que le gouvernement, en collaboration avec les régions, établisse une liste des sites dangereux qui seront éliminés à l'issue de ce programme.

Nous continuerons à restaurer des masses d'eau uniques, notamment le lac Baïkal et la Volga. À moyen terme, nous étendrons ce travail à d'autres rivières, telles que le Don, la Kama, l'Irtych, l'Oural, le Terek, le Volkhov et la Neva, ainsi que le lac Ilmen. Nous ne devons

pas oublier les petites et moyennes rivières. Je souhaite que tous les niveaux de gouvernement y prêtent attention.

Dans le cadre d'une instruction antérieure, un projet de loi sur la promotion du tourisme dans les zones naturelles spécialement protégées a été soumis. Il a été récemment discuté lors d'une réunion avec le gouvernement. Il devrait définir clairement ce qui peut être construit et où et ce qui ne peut pas l'être, et énoncer de manière générale les principes de l'industrie de l'écotourisme. Il s'agit d'une question d'une importance capitale pour notre pays. Je demande à la Douma d'État d'accélérer l'examen de ce projet de loi.

Je vais maintenant dire quelques mots sur ce qui se passe autour de nous.

Chers collègues, je vais aborder une autre question.

Début février, l'Alliance de l'Atlantique Nord a fait une déclaration dans laquelle elle a demandé à la Russie de revenir à la mise en œuvre du traité sur la réduction des armes stratégiques, y compris l'autorisation d'inspecter nos installations de défense nucléaire. Je ne sais même pas comment appeler cela. C'est une sorte de théâtre de l'absurde.

Nous savons que l'Occident est directement impliqué dans les tentatives du régime de Kiev de frapper nos bases aériennes stratégiques. Les drones utilisés à cette fin ont été équipés et mis à jour avec l'aide de spécialistes de l'OTAN. Et maintenant, ils veulent aussi inspecter nos installations de défense ? Dans les conditions actuelles de confrontation, cela semble tout simplement insensé.

Je voudrais attirer votre attention en particulier sur le fait qu'ils ne nous laissent pas mener des inspections à grande échelle dans le cadre de ce traité. Nos demandes répétées d'inspection de différentes installations restent sans réponse ou sont rejetées sous des prétextes formels, et nous ne pouvons rien vérifier de l'autre côté.

Je tiens à souligner que les États-Unis et l'OTAN déclarent ouvertement que leur objectif est d'infliger une défaite stratégique à la Russie. Et quoi, après de telles déclarations, ils sont censés faire le tour de nos installations de défense, y compris les plus récentes, comme si de rien n'était ? Il y a une semaine, j'ai signé un ordre exécutif mettant les nouveaux systèmes stratégiques terrestres en service de combat. Vont-ils mettre leur nez là

aussi ? Pensent-ils que nous allons les laisser y aller juste parce que ?

Après avoir fait cette déclaration collective, l'OTAN a en fait affirmé être un participant au Traité sur les armes stratégiques offensives. Nous sommes d'accord avec cela, veuillez continuer. En outre, nous pensons que cette formulation de la question est attendue depuis longtemps. Permettez-moi de rappeler que les États-Unis ne sont pas la seule puissance nucléaire de l'OTAN. La Grande-Bretagne et la France disposent également d'arsenaux nucléaires. Elles les développent et les améliorent et ces arsenaux sont également dirigés contre nous – ils sont également dirigés contre la Russie. Les dernières déclarations de leurs dirigeants ne font que le confirmer – écoutez par vous-mêmes.

Nous ne pouvons pas simplement l'ignorer et n'avons pas le droit de le faire, surtout maintenant. Nous ne pouvons pas non plus oublier que l'Union soviétique et les États-Unis ont initialement signé le premier traité sur les armes stratégiques offensives en 1991 dans une situation totalement différente – dans des conditions de tensions apaisées et de confiance mutuelle croissante. Par la suite, nos relations ont atteint un niveau qui a permis à la Russie et aux États-Unis de dire qu'ils ne se considéraient plus comme des ennemis. Tout se passait très bien.

Le traité de 2010 qui est en vigueur contient des dispositions d'une importance capitale sur la sécurité indivisible et le lien direct entre les armes stratégiques offensives et défensives. Tout cela a été oublié depuis longtemps. Les États-Unis se sont retirés du traité ABM. C'est désormais une chose du passé. Fait important, nos relations se sont dégradées, ce qui peut être entièrement mis au crédit des États-Unis. Après l'éclatement de l'Union soviétique, ils ont commencé à réviser les résultats de la Seconde Guerre mondiale et à construire un monde à l'américaine dirigé par un seul maître. Pour ce faire, ils ont commencé à détruire brutalement les fondements de l'ordre international établi après la Seconde Guerre mondiale afin d'effacer l'héritage des conférences de Yalta et de Potsdam. Étape par étape, ils ont procédé à la révision de l'ordre international existant, au démantèlement des systèmes de sécurité et de contrôle des armements, et ont comploté et mené une série de guerres dans le monde entier.



Je le répète, tout cela a été fait dans le seul but de démanteler l'architecture des relations internationales de l'après-guerre. Il ne s'agit pas d'une figure de style. C'est ainsi que tout s'est déroulé dans la réalité. Après l'effondrement de l'Union soviétique, ils ont cherché à perpétuer leur domination mondiale sans se soucier des intérêts de la Russie moderne ou d'autres pays d'ailleurs.

Bien sûr, la situation internationale a changé après 1945. De nouveaux centres de croissance et d'influence se sont formés et s'étendent rapidement. Il s'agit d'un processus naturel et objectif qui ne peut être ignoré. Mais il est inacceptable que les États-Unis tentent de remodeler l'ordre international pour répondre exclusivement à leurs propres besoins et intérêts égoïstes.

Maintenant, ils se servent de l'OTAN pour nous envoyer des signaux qui, en fait, sont un ultimatum selon lequel la Russie devrait, sans poser de questions, mettre en œuvre tout ce qu'elle a accepté, y compris le nouveau traité START, alors qu'ils feront ce qu'ils veulent. Comme s'il n'y avait aucun lien entre les armes stratégiques offensives et, disons, le conflit en Ukraine ou d'autres actions hostiles de l'Occident contre notre pays. Comme s'il n'y avait pas d'affirmations véhémentes selon lesquelles ils chercheraient à nous infliger une défaite stratégique. C'est soit le comble de l'hypocrisie et du cynisme, soit le comble de la stupidité, mais ce ne sont pas des idiots. Ils ne sont pas stupides après tout. Ils veulent nous infliger une défaite stratégique et aussi atteindre nos sites nucléaires.

À cet égard, je suis contraint d'annoncer aujourd'hui que la Russie suspend son adhésion au nouveau traité START. Je le répète, nous ne nous retirons pas du Traité, mais nous suspendons notre participation. Avant de revenir sur cette question, nous devons avoir une idée claire de l'enjeu pour des pays de l'OTAN comme la France ou la Grande-Bretagne, et de la manière dont nous allons prendre en compte leurs arsenaux stratégiques, c'est-à-dire les capacités offensives combinées de l'Alliance.

Leur déclaration est, en fait, une demande d'adhésion à ce processus. Eh bien, montez à bord, ça ne nous dérange pas. Essayez simplement de ne pas mentir à tout le monde cette fois et de ne pas vous présenter comme les champions de la paix et de la détente.

Nous connaissons la vérité. Nous sommes conscients du fait que certains types d'armes nucléaires américaines arrivent à la fin de leur vie utile. À cet égard, nous savons avec certitude que certains hommes politiques à Washington envisagent déjà des essais nucléaires en direct, d'autant plus que les États-Unis développent des armes nucléaires innovantes. Il existe des informations à cet effet.

Dans ces conditions, le ministère de la Défense et Rosatom doivent tout préparer pour que la Russie procède à des essais nucléaires. Nous ne serons pas les premiers à procéder à ces essais, mais si les États-Unis vont de l'avant, nous le ferons aussi. Personne ne devrait nourrir de dangereuses illusions quant à la possibilité de rompre la parité stratégique mondiale.

### **Chers collègues, citoyens de Russie,**

Aujourd'hui, nous vivons ensemble des moments difficiles et nous surmontons toutes les difficultés ensemble également. Il ne pouvait en être autrement car nous avons été élevés sur l'exemple de nos grands ancêtres et devons être dignes de leurs ordres transmis de génération en génération. Nous n'avançons que grâce à notre dévouement à notre patrie, à notre volonté et à notre unité.

Cette cohésion s'est manifestée dès les premiers jours de l'opération militaire spéciale – des centaines de volontaires, représentants de toutes les ethnies de notre pays, se sont présentés aux bureaux de recrutement. Ils ont décidé de soutenir les défenseurs du Donbass, de se battre pour leur terre natale, pour leur patrie, pour la vérité et la justice. Aujourd'hui, des guerriers de toutes les régions de notre Patrie multiethnique combattent côte à côte sur les lignes de front. Ils prient dans différentes langues, mais ils prient tous pour la victoire, pour leurs compagnons d'armes et pour la Patrie. (Applaudissements.)

Leur difficile travail militaire, leurs exploits trouvent un écho puissant dans toute la Russie. Les gens soutiennent nos combattants. Ils ne veulent pas rester sur la touche. Le front passe maintenant par le cœur de notre peuple par millions. Ils envoient des médicaments, des appareils de communication, des moyens de transport, des vêtements chauds et des filets de camouflage, pour n'en citer que quelques-uns – tout ce qui contribue à proté-

ger la vie de nos combattants.

Je sais le réconfort que les lettres des enfants et des écoliers apportent à nos soldats sur le front. Ils les emportent au combat comme un bien précieux, car la sincérité et la pureté des souhaits des enfants leur font monter les larmes aux yeux. Ils ressentent avec plus de force pour qui ils se battent et qui ils défendent.

Les guerriers, leurs familles et les civils apprécient grandement le soin avec lequel les volontaires les entourent. Ils ont agi avec audace et détermination dès le début de l'opération militaire spéciale. Sous les tirs et les bombardements, ils font sortir les enfants, les personnes âgées et tous ceux qui sont en difficulté des sous-sols ; ils ont apporté et apportent encore de la nourriture, de l'eau et des vêtements aux points chauds ; ils mettent en place des centres d'aide humanitaire pour les réfugiés et aident les médecins dans les hôpitaux de campagne et sur la ligne de contact des combats ; ils continuent à risquer leur vie pour en sauver d'autres.

Le Front populaire russe a recueilli à lui seul plus de cinq milliards de roubles dans le cadre de l'initiative "Tous pour la victoire". Le flux des dons ne s'arrête pas. Chaque contribution est importante, y compris celles des grandes entreprises et des hommes d'affaires. Mais les dons des personnes à revenus modestes, qui versent une partie de leurs économies, de leurs salaires et de leurs pensions, sont particulièrement touchants et inspirants. Ce rassemblement pour aider nos guerriers, les civils dans la zone d'hostilités et les réfugiés a une grande valeur.

Merci pour ce soutien sincère, cette cohésion et cette entraide. On ne saurait trop insister sur leur importance.

La Russie relèvera tous les défis car nous sommes tous un pays, une grande nation unie. Nous avons confiance en nous-mêmes et en notre force. La vérité est de notre côté. (Applaudissements.)

Merci.

Traduction non officielle à partir de la version anglaise officielle  
SOURCE : Malijet

## Procès de Mohamed Ould Abdel Aziz : Le réquisitoire de sa fille contre l'État mauritanien

Sa fille tient le régime pour responsable des préjudices causés à son père et ses conseils saisissent le Conseil Constitutionnel d'une Requête.... À travers une lettre datant du 18 février 2023 la fille de l'ancien président, Asmaa Abdel Aziz déclare tenir le président Mohamed Ould Cheikh Al-Ghazwani et son régime pour responsables de tout préjudice que pourrait subir son père dans son lieu de détention....



**A** la suite de la lettre de la fille de l'ancien président de la République islamique de Mauritanie Mohamed Ould Abdel Aziz, le collectif de ses avocats, à leur tour, ont saisi le Conseil Constitutionnel d'une requête tendant à obtenir une décision déclarant la loi anti-corruption contraire aux dispositions de la constitution et aux conventions internationales sur les Droits de l'homme. Car selon eux les dispositions portées à l'appréciation des Honorables membres du Conseil violent la présomption d'innocence, le principe d'égalité des citoyens devant la loi, la légalité des crimes et délits, les Droits et libertés fondamentales protégés et garantis par la constitution et les conventions internationales ratifiées par le pays, ainsi que les préceptes et valeurs fondamentaux de l'islam, le principe de l'indépendance des juges et de l'impartialité des magistrats.

Selon Maître Ciré Clédor ly, membre du collectif, le Conseil Constitutionnel a un délai de 15 jours pour rendre sa décision.

Quant à la fille de l'ancien Président, Asmaa Bint Abdel Aziz, elle dira à l'introduction de sa lettre qu'au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux "Ce Coran est un livre intelligible pour les humains, un guide sûr et une bonne exhortation pour les pieux.", Coran, III, 138. Qu'elle veut que l'opinion publique sache que son père, Mohamed Ould Abdel Aziz, a lutté contre la maladie pendant la nuit dernière (ndlr : nuit du 17 au 18 novembre) en raison d'une forte hausse de la pression artérielle qui nécessita la présence d'un médecin. Il avait subi des problèmes de santé successifs depuis son arrestation et sa détention dans un lieu qui a causé la détérioration de sa santé lorsqu'il y a passé des mois privés d'exposition au soleil et de l'exercice du sport, isolé du monde sous le poids d'une procédure de torture psychologique et physique jour et nuit, jusqu'à ce qu'il en fût transféré au bloc opératoire pour subir plusieurs opérations au niveau du cœur, l'année dernière.

Pour elle, le Président Mohamed Ould Al-

Ghazwani, son Directeur de la Sûreté, son Ministre de l'Intérieur et son Ministre de la Justice savent très bien que cet endroit est la cause de la maladie de mon père, et que son placement dans des conditions et des lieux bien pires que les conditions des personnes impliquées dans le même dossier constituent la plus grande preuve que le Président Mohamed Ould Al-Ghazwani et ceux qui lui obéissent au doigt et à l'œil planifient de la sorte pour torturer mon père et le rendre malade jusqu'à la mort.

« L'un des facteurs de risque les plus importants menaçant la vie de mon père est peut-être son placement dans un poste de sécurité gardé par la police antiterroriste et antidrogue, ce qui est contraire à la loi régissant les prisons en Mauritanie, où le secteur de la Garde Nationale est chargé de la sécurité de toutes les prisons. Par conséquent, comme mon père n'est pas un terroriste, mais plutôt le chasseur du terrorisme et qui en purifié le pays, qu'il n'est point un trafiquant de drogue, mais la

plupart des raisons de ce auquel il est exposé provient de sa lutte sans merci contre les narcotrafiquants, que la Garde Nationale assure la sécurité des appartements hôteliers dans lesquels résident les autres personnes impliquées, que la police a auparavant provoqué, menacé et vexé mon père et que des citoyens innocents ont été tués dans les commissariats de police, je mets le président Ould Al-Ghazwani et son régime devant leurs responsabilités et les tiens pour responsables de tout préjudice que pourrait subir mon père à l'intérieur de leurs centres de détention. Il est vrai que je ne suis qu'une femme impuissante témoin des chapitres d'injustice et de liquidation par un pays avec toutes ses armes et tous ses hommes de son père sans défense, fort, patriote et intrépide qui a servi ce pays durant les 41 dernières années, au cours desquelles il a préservé la sécurité et la stabilité de la patrie, renforcé l'arsenal des forces armées construit et accompli sur le terrain ce qui a bénéficié au peuple et est resté dans le pays. Peut-être je n'ai pas à ma portée à l'heure actuelle de quoi je peux me venger et mettre fin à l'injustice dont je suis victime- car celui que vous torturez m'est plus cher que moi-même - mais comme je suis dans le Royaume et la Justice d'Allah, le Tout - Puissant, je suis sûre et certaine de recouvrer mon droit de tous ceux qui m'ont opprimée, demain dans l'au-delà éternel, alors que vous êtes dans l'ici-bas éphémère et passager et le recouvrement des droits, un jour où il n'y a aucun doute, aucune injustice, ni aucune fraude, sera satisfaisant et rapide, totalement différent du dossier de la décennie que vous arrêtez un temps pour le faire bouger avant les élections afin d'empêcher mon père, qu'Allah le protège, d'exercer son droit politique. Enfin, je pose la question à l'État mauritanien, avec son Président, son Gouvernement, ses ulémas, ses juges, ses sages, ses écrivains, son armée, ses cadres, ses femmes, ses vieux, sa jeunesse, ses chefs tribaux, ses historiens et les gardiens de sa gloire : "N'y a-t-il parmi vous aucun homme sensé ?", Coran, XI, 78. », », fulmine Asmaa Bint Abdel Aziz.

Bokoum Abdoul Momini

## Situation des Guinéens en Tunisie : Le Gouvernement guinéen prend une importante décision



**D**epuis le discours raciste et xenophobe du président tunisien, Kais Saïed, ancien universitaire, les Etats de l'Afrique au Sud du Sahara sont en train de prendre des dispositions pour le retour volontaire de leurs compatriotes, victimes d'attaques et de pillages. C'est le cas de la Guinée où le Comité de crise créé à cet effet, a informé "l'ensemble des Guinéens désireux de retourner volontairement en Guinée que des dispositions sont prises pour faciliter ce retour". Et ce, à partir de ce mardi 28 février 2023.

Dans un communiqué signé du ministre Dr Morissanda Kouyaté, publié ce lundi 27 février, il est demandé de "poursuivre le processus d'identification de nos compatriotes vivant en Tunisie (en situations régulière, irrégulière, en rétention ou en détention), rapatrier nos com-

patriotes qui le désirent, l'envoi d'un montant symbolique de 150 mille dollars à titre d'assistance, et il est demandé à tous nos compatriotes vivant en Tunisie de limiter au maximum leur déplacement et d'appeler au numéro +216 99 368 491 sur WhatsApp au besoin".

Auparavant, le Gouvernement guinéen avait annoncé une somme de 200 mille dollars pour assister les Guinéens en détresse au pays de Kais Saïed.

Samedi, le président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki, a condamné les propos racistes et haineux du président tunisien.

Source : GuinéeNews



## Coupe CAF : Émile Koné permet à l'AS Real d'obtenir le point du nul

Pour le compte de la troisième journée de la phase de groupes de la Coupe de Confédération Africaine de Football (CAF), l'AS Real a été de nouveau tenu en échec à domicile. Les gosses de DIANE ont dû attendre la fin de la partie face aux Young Africans de Tanzanie pour revenir au score (1 - 1).

La dernière journée de la phase allée de groupes de la Coupe CAF 2022-2023 s'est disputée ce week-end. Dans le groupe D, l'AS Real, qui espérait se relancer face aux Young Africans de Tanzanie après une défaite et un nul lors de ses deux premiers matchs, n'a pu faire mieux qu'un nul (1-1) à domicile au Stade du 26 Mars de Bamako, ce dimanche 26 février.

Les Tanzaniens ont ouvert le score à la 60' par l'intermédiaire de F. K. Mayele qui a profité d'un long ballon mal négocié par la défense malienne pour tromper Germain Berthé dans la surface de réparation. Il a fallu attendre la dernière minute du temps réglementaire (90') pour voir l'égalisation de l'AS Real grâce à une tête du défenseur central, Émile Koné, sur un

corner bien brossé par C. Sidibé entré à la 52' à la place de C. Keita.

À la fin de la rencontre, Nouhoum Diané, comme à la fin du match précédent face à l'US Monastir, a exprimé son regret par rapport au manque de réalisme de son équipe face aux buts adverses notamment l'occasion ratée par C. Diakité à la 49' qui a vu son tir s'écraser sur le poteau. Aussi, l'entraîneur malien a reconnu la supériorité des équipes adverses sur presque tous les plans tout ajoutant que son équipe va essayer de saisir l'infime chance qui lui reste pour se qualifier.

Quant au coach tunisien des Young Africans, il a exprimé sa déception d'avoir concédé l'égalisation sur un coup de pied arrêté comme à l'US Monastir et en toute fin de partie alors

qu'ils auraient pu faire un grand pas vers la qualification s'ils avaient pu conserver ce résultat.

Dans ce groupe «D», l'US Monastir est devant avec 7pts, les Young Africans sont deuxième avec 4pts, le TP Mazembé et l'AS Real sont respectivement troisième et quatrième avec 3 et 2 points.

Les matchs retour de cette phase de groupes commencent à partir du 8 mars prochain et l'AS Real ira en Tanzanie pour y affronter cette même équipe de Young Africans.

S.Guindo/Malijet.com  
Source : Malijet





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attèlez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaitez aller de l'avant et vous entraînez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités.

Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.

L'information est l'oxygène des temps modernes



# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 Malikilé



1274 Malikilé



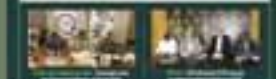
1275 Malikilé



1276 Malikilé



1277 Malikilé



1278 Malikilé



1279 Malikilé



1280 Malikilé



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23